

LE PEUPLE BRETON

5^f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

DÉBAT :
LES COOPÉRATIVES
OUVRIÈRES DE PRODUCTION

NUMÉRO 197
2 MAI-5 JUIN 80

NON A LA BRETAGNE-POUBELLE !



Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

*Faites
confiance à...*



EUROMARCHÉ
une nouvelle race de magasins



**Boulevard de Plymouth
BREST**

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)

VINS SUPÉRIEURS

SANTA-ROSA

Ets LE FUR

Allée du Bois Noir LANDERNEAU
— Spécialiste des Vins Fins —

Société

BOUCHON-BOUCHARD

Chauffage - Sanitaire

51 bis, rue du Mal Leclerc VANNES

Tél. (97)47.39.06

distributeur agréé PRIMAGAZ

**LIBERTY
BAR-SNACK**

CONSOMMATIONS DE 1^{er} CHOIX
Musique tous les soirs

Téléphone (99)40.90.92
3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

1 Dachenn Aman
29000 KEMPER
Pell : (98)95.45.82



**Breizh
Kabigs**

Petite et grande taille

« Breizh Kabigs »
247, rue Jean-Jaurès

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin
1, rue Inkerman - 29200 BREST

Barrhus

10, rue Charles-Berthelot
BREST

Bières, vins et spiritueux
Livraisons à domicile - Gros-Détail

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

**LA PÊCHE
EN BRETAGNE**

**Des propositions
un programme
chiffré**

Une brochure de l'U.D.B.
7F+1,30 envoi à
UDB-BP 304-29273 BREST CEDEX

14-15 JUIN - BREST PENFELD - 15F LES 2 JOURS !

FÊTE DU PEUPLE BRETON

Pierre Perret - Quilapayun - François Béranger - Amalia Rodriguez - Gilles Servat...

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

UN OUTIL D'ATTAQUE

Il y a des moments où les ennemis de la Bretagne savent courber le dos. Ce fut le cas ces derniers mois, au plus fort de la bagarre de Plogoff, ou dans les moments les plus scandaleux de la marée noire. Mais dès que le plus fort de l'orage est passé, ils redressent la tête, multiplient les déclarations, occupent à nouveau les colonnes de la presse et les écrans de la télévision.

Pourtant, à ces événements qui ont eu de manière évidente une dimension bretonne, il faut un écho qui soit également breton. Le Peuple Breton, face à une presse prompte à retrouver son ronronnement et son parisianisme, a un rôle indispensable à jouer.

Aider le Peuple Breton par vos souscriptions, c'est aider à faire l'analyse des événements bretons et mondiaux dans une optique progressiste, loin de la fausse neutralité qui joue toujours dans le même sens. Merci pour votre fidélité.

11^e liste

A. Baudet, St Quay Portrieux.....	50,00
Roger C., Plabennec.....	20,00
Joseph B., Le Cellier.....	20,00
C. Cosquer, Achères (78).....	20,00
Alphonse F., Quimper.....	20,00
J. Nicolas, Paris (75).....	50,00
Michel G., Coetquidan.....	20,00

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

**Même si
vous ne savez
qu'un peu le
breton...**

LISEZ AUSSI

POBL-VREIZH

Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Tirage : 12.000 ex. - Dépôt légal : 2^e trim.
Directeur de la publication : J. Guéguénat

P. Le Joncour, Douarnenez.....	30,00
R. Balay, Fos sur Mer (13).....	20,00
Charles L., Nantes.....	25,00
M. Rivoallan, Plœmeur.....	20,00
E. Eggs, RFA.....	20,00
M. Madec, Brest.....	20,00
C. Tripon, St Herblain.....	20,00
M. Vasseur, Espagne.....	40,00
R. Tanguy, Rennes.....	10,00
Rene L., Monterjean (31).....	20,00
J. Chapron, St Malo.....	20,00
Gérard B., Australie.....	50,00
A. Le Derff, Bénodet.....	20,00
Jean G., Nantes.....	10,00
Anne Marie B., Granville (50).....	10,00
J.M. Le Cunff, Guémené sur Scorff.....	20,00
Kost ar Min, à son frère aîné le P.B. pour le progrès des idées socia- listes et bretonnes en Bretagne et à St-Hermin.....	50,00
A. Quesseveur, Morlaix.....	15,00
M. Illiaquer, Nantes.....	20,00
Anonyme.....	20,00
Jeanne C., Trebeurden.....	50,00
C. Martel, Rochefort sur Loire (49).....	10,00
Francis Le R., Rennes.....	20,00
Annie B., Fontainebleau (77).....	10,00
M. Riou, Dinan.....	50,00
Joël B., Begard.....	70,00
R. Ballandras, Grigny (91).....	50,00
Yvon G., Lorient.....	20,00
L. Andouard, Pleherel.....	50,00
P. Hamon, Merdrignac.....	30,00
P. Hautefeuille, Versailles (78).....	20,00
A. Le Goff, La Seyne (83).....	20,00
C. Chouffot, Maurepas (78).....	20,00
P. Quedillac, Rennes.....	20,00
Anonyme, Douarnenez.....	1,00
Anonyme, Rosporden.....	9,00
Maryvonne O., Arsen Rê (17).....	50,00
M. Mme C., Lampaul.....	
Ploudalmézeau.....	20,00
Loïc P., Quimper.....	20,00
J.P. Guillou, Chartres (28).....	40,00
J.Y. Le Bihan, Rennes.....	50,00
René B., Grenoble (38).....	10,00
Pierre Yves Le P., Paris (75).....	10,00
P. Bonnet, Grande Bretagne.....	35,00
M. Le Douairon, Clermont- Ferrand (63).....	20,00
André Le C., Colpo.....	20,00
Dominique R., Vannes.....	20,00
Sylvie B., Villers les Nancy (54).....	20,00
M. Prigent, Brest.....	20,00
L. Cleach, Quimper.....	50,00
Alain G., Quimper.....	20,00
J. Benoit, Larmor Plage.....	50,00
P. Le Gall, Plouguerneau.....	50,00
Alain M., Montreuil (93).....	20,00
J.P. Salaun, Orsay (91).....	10,00
Georges B., Larmor Plage.....	50,00
J. Rohou-Brehat.....	50,00
Felix F., St Clair sur Epte (95).....	20,00
Robert Le Q., Paris (75).....	20,00
M. Dieulangard, Montpellier (34).....	20,00
L. Martin, St-Brieuc.....	40,00

Total 11 ^e liste.....	1855,00
Report des listes précédentes.....	25994,40
Total.....	27849,40

« LE PEUPLE BRETON » Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

•
ABONNEMENTS
Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F
Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

SOMMAIRE

MARÉE NOIRE

LES LEÇONS 4

NUCLÉAIRE

PLOGOFF, ET MAINTENANT 6
UN LIVRE TÉMOIGNAGE ... 7

SOCIAL

CONFLIT CHEZ BIGARD ... 8
LA BANQUE BOUGE 8

DÉBAT

QUEL AVENIR POUR
LES COOPÉRATIVES
OUVRIÈRES DE PRODUCTION 9

ÉCONOMIE

LA POLITIQUE DES
TARIFS DE LA S.N.C.F. 12
LA GRANDE FORME
DE RADOUB DE BREST 14

AGRICULTURE

APRÈS LA MANIFESTATION
DE SAINT-BRIEUC 15

SOCIÉTÉ

VIVRE QUAND MÊME 18

RUBRIQUES

LE PROBLÈME BRETON
DE NANTES A BREST 16
P.B. SERVICE 31

POLITIQUE

LE 15^e CONGRÈS
DE L'U.D.B. 19

INTERNATIONAL

GUERRE D'EXTERMINATION
EN ERYTHREE 23
EUSKADI : PRISON POUR
UNE THÈSE 24

CULTURE

DISQUES 25
« TEATR PENN AR BED » .. 26
IDIR 27

COURRIER DES LECTEURS 30

EDITORIAL 32

Les marées noires sont-elles d'utilité publique?



Follorou/Azimut

La manifestation des élus bretons à Paris. Le recours à la bonne grâce de Giscard a-t-il encore un sens ?

LES marées noires seront-elles déclarées d'utilité publique? Avec la logique de ceux qui nous gouvernent, l'éventualité n'est pas à écarter. Ici comme à Plogoff, les maladroites, les incohérences, l'incompétence et le bluff auront régné, en effet, en maîtres. Et avec eux les mesquineries...

Le précédent numéro du Peuple Breton signalait que, si une leçon avait été tirée des précédentes catastrophes, c'était la nécessité première de manipuler l'information. Avec le décalage d'un mois, on ne peut que constater que la manœuvre a assez bien réussi. La réalité de la marée noire du Tanio, c'est que, sur plusieurs dizaines de kilomètres de côtes, c'est absolument dégueulasse et que, si ça ne pue pas, c'est parce que c'est dans la nature chimique de cette espèce de fuel de ne pas puer. La réalité c'est aussi que cette saleté gluante en dehors des populations directement concernées, est parfaitement ignorée...

Officiels et syndicats d'initiative ont fait le mort, et il y a au moins une deuxième leçon qui a été apprise avec Portsall: il vaut mieux ne pas trop se pointer en Bretagne quand on est ministre ou président de la

République, par les temps qui courent. D'Ornano se souvenait trop des séances orageuses à la préfecture maritime, Barre n'avait pas digéré sa conduite de Grenoble à... Landéda et Giscard avait en mémoire le cochon accroché à son hélicoptère.

On a donc préféré jouer la banalité, presque la banalisation d'un phénomène qui est précisément inquiétant par son caractère répétitif. Mais la répétition étant justement le contraire du sensationnel, on n'a pas assisté à une ruée de journalistes et de cameramen comparable à celle d'il y a deux ans.

La référence «Amoco-Cadiz» a aussi été largement employée: que seraient les quelques milliers de tonnes du Tanio à côté des 230.000 tonnes de l'Amoco? Cette marée noire était, paraît-il, «une petite». Pourtant, il faut remarquer que la longueur de côte touchée est parfaitement comparable. Plus même: la circulation du pétrole étant pratiquement uniquement due au vent, et le régime de ceux-ci ayant cette fois été plus capricieux, certains dégâts (particulièrement en ce qui concerne les oiseaux) risquent d'être plus graves. Alors, que conclure, sinon qu'en matière de marée noire, il existe, comme dans biens d'autres domaines, un seuil de saturation, de l'ordre

de quelques milliers de tonnes, et qu'au-delà des dommages ne peuvent pas être beaucoup plus importants? Sous cet angle, la marée noire du Tanio est donc aussi grave que celle de l'Amoco-Cadiz et seul le traitement de l'information par le pouvoir, les officiels, les organismes pseudo-scientifiques et les médias a pu la faire passer pour relativement anodine...

Ce traitement de l'information est bien le seul domaine où le pouvoir ait fait preuve de compétence... Car pour le reste, quelle politique de gribouille! Citons, en vrac, quelques scandales petits et grands.

— Pourquoi Joël Le Theule a-t-il attendu cinq semaines avant de constater que les sociétés d'assurances ne feraient rien, sinon pour cacher derrière un prétexte juridique sa propre incapacité?

— Pourquoi le gouvernement français a-t-il attendu tant de temps pour décider finalement de ne rien faire?

Car le colmatage «provisoire» des brèches est une «solution» qui ne peut tromper personne. Elle n'a qu'une signification: c'est la volonté affirmée du gouvernement de ne plus dépenser d'argent pour la Bretagne. Car des solutions définitives existent. Sans parler de l'arme à

double tranchant du pétardage, le pompage est possible. Sur deux des paramètres de l'opération, on se trouve dans des conditions au moins aussi favorables que pour le Boëhlen: la profondeur et les conditions de courant. Sur deux autres paramètres, elles sont nettement meilleures. La densité du produit et sa température de durcissement et surtout l'expérience acquise. La société Comex, qui avait réalisé le pompage du Boëhlen, au prix de trois morts, il est vrai, avait officiellement posé sa candidature. On aurait aimé connaître les raisons officielles de son rejet...

— Pourquoi avoir, au début au moins, utilisé des dispersants dont on sait, de manière parfaitement démontrée, qu'ils sont non seulement inopérants sur ce genre de fuel, mais nocifs? L'utilisation de ces produits n'a d'ailleurs été révélée, selon la «Semaine Bretonne», qu'à la suite d'un manque de coordination entre les services d'information du PC Sécurité de Lannion et ceux de la Préfecture Maritime de Brest.

— Pourquoi avoir employé une fois encore les fameux barrages de caoutchouc, dont on sait qu'ils sont inopérants en travers du courant, quitte à ne plus en trouver dans les rares cas où ils auraient pu jouer un rôle (dans les bras perpendiculaires des rias)?

— Pourquoi avoir encore creusé les fameuses fosses, dont l'emploi avait été rejeté de manière absolue après l'Amoco-Cadiz et qui n'ont qu'un effet, celui de transporter la pollution dans un endroit jusque là intact?

Des ratés...

Pourtant, cette tactique de l'information muselée, qui semblait avoir si bien réussi au début, a connu quelques ratés... Et en premier lieu, la manifestation des maires à Paris.

Leur avoir opposé des CRS au lieu d'un rendez-vous vite fait en manière de sucre d'orge s'appelle, selon qu'on écrit dans «Le Monde» ou «Le Peuple Breton», «maladresse de l'Élysée» ou «connerie parisienne». Faire toucher du doigt, comme à Plogoff un mois avant, à des gens qui n'en ont pas la moindre expérience concrète, ce qu'est la façade armée d'un état policier, c'est aller en plein à l'inverse du but recherché. Peut-être qu'habituellement ça marche. Ici, par deux fois, ça a raté; pas mal de vocations autonomistes sont nées au contact d'un bouclier de plexiglas, et parfois même, à ce qu'on dit, des deux côtés du bouclier: on sait qu'il y a beaucoup de Bretons dans les CRS! En tout cas, cette parole d'un élu breton, retour de Paris au correspondant briochin du «Monde» vaut d'être relevé: «**Nous étions partis Français à Paris, nous en sommes revenus bretons!**».

Peut-être en avait-il un peu assez également de cette commisération factice, envers «La Bretagne martyre». Bellemare n'est pas monté au créneau, cette fois, mais il a des remplaçants comme cette «Amicale des Anciens de l'Aéronavale de l'Île de France» qui nous annonce gentiment qu'elle tiendra son congrès à Perros-Guirec et dont le secrétaire ajoute à la main, à l'attention de nos lecteurs «**Comme vous le voyez nous pensons apporter un soutien actif aux Bretons touchés, une fois encore par la marée noire.**».

Le Peuple Breton/P. Morvan



Peut-être aussi était-il écoeuré de ces rodomontades d'un général de parachutistes, qui visitant ses troupes «sur le front de la marée-noire» à Plounevez-Lochrist, recevant aulettes et distribuant gri-gri, disait à Ouest-France sa fierté de voir ses petits gars «**présents sur les terrains extérieurs, du Liban à l'Afrique et à la Bretagne, au service de la paix et de l'écologie**»!

Qu'en restera-t-il de cet écoeurement? Il y a deux ans on entendait dire «**la prochaine fois, ce sera la révolution!**». Pourtant, l'indignation n'a pas été à la mesure de

l'événement. Une fois encore, c'est le tourisme qu'on a considéré comme largement prioritaire. Venaient largement derrière les activités industrielles ou artisanales liées à la mer, et plus loin encore les impératifs écologiques.

On peut donc se demander quelle traduction politique aura, finalement, cette marée noire, alors que ses deux causes majeures sont bel et bien de nature politique: la course au profit et le refus par le pouvoir de prendre des mesures préventives réellement efficaces.

J.G.

PLOGOFF, ET MAINTENANT ?

LE résultat de l'enquête d'utilité publique de Plogoff est tombé sans surprise, les commissaires enquêteurs ayant reconnu le caractère «nécessaire» de la centrale nucléaire. Que va-t-il se passer désormais? Le processus de consultation par le Ministère de l'Industrie va se poursuivre pour recueillir l'avis définitif des différents départements ministériels concernés en vue de saisir le Conseil d'État d'un projet de décret déclarant l'utilité publique des travaux (D.U.P.). Logiquement, ce décret devrait être publié en avril 1981 (après les présidentielles!). C'est seulement après la publication officielle de cette D.U.P. que la contre-attaque juridique pourra être entreprise en dénonçant le bien fondé des éléments, qui ont abouti à cette décision administrative. Il convient toutefois de ne pas se faire d'illusion sur la rapidité d'examen de ce genre de recours. La DUP de la centrale du Pellerin a été attaquée il y a déjà 2 ans (par la FFSPN, la SEPNB, les Amis de la Terre...) et il n'y a toujours aucune nouvelle depuis (on peut si l'on est curieux, comparer les délais de jugement sur la validité d'une DUP et les jugements pris dans le cadre de l'enquête d'utilité publique).

Ce qu'il convient de remarquer malgré tout, c'est que la vigueur de l'opposition au nucléaire en Bretagne sur les différents sites potentiels d'implantation (Erdeven, Le Pellerin, Ploumoguer, Plogoff), amène actuellement EDF à rechercher de nouveaux sites d'implantation (Cisaux sur la Vienne à 25 kms de Poitiers) ou à en réactualiser d'anciens (Bretignolles en Vendée). La sérénité n'est plus aussi triomphante à EDF et au Ministère de l'Industrie et les prises de positions très critiques faites actuellement par des médias que l'on ne peut qualifier de «contestataires» — voir par exemple l'article du *Nouvel Économiste* du 4.2.80 sur le pari économique que représente



Le Peuple Breton/JLF

Jean Kergrist à
la Pointe du Raz.

SOLIDARITÉ A NANTES CENTRALES, MARÉES NOIRES, Y EN A MARRE

Une manifestation s'est déroulée à Nantes le 29 mars à l'appel de la fédération U.D.B. de Loire-Atlantique avec le soutien de la Confédération Syndicale des familles et du Comité de Plogoff. Elle a rassemblé près d'un millier de personnes contre l'implantation de centrales nucléaires au Pellerin et à Plogoff et contre la complaisance de l'État français à l'égard des vrais responsables des marées noires à répétition.

Il est apparu clairement qu'il n'était pas question, pour de nombreux habitants de la Loire-Atlantique de taire la dimension bretonne de leur colère, et qu'elle leur apparaissait au contraire fondamentale. Moins par sentimentalisme — respectable — que pour des raisons toutes simples d'efficacité dans la lutte.

L'abstention des partenaires politiques et syndicaux de l'U.D.B. a du même coup été péniblement ressentie.



Le Peuple Breton-M. François

GRANDE MANIFESTATION LES 24 ET 25 MAI

On remet ça les 24 et 25 mai, à Plogoff !

Deux jours de lutte contre la centrale coloniale : le 24 forum sur le nucléaire au Petit Séminaire de Pont-Croix, et le 25 manifestation sur le site. On apprend cependant que le Petit Séminaire risque d'être, à cette date, réquisitionné par de nouvelles troupes et que, d'autre part, démarre en mai dans les communes de la vallée du Goyen, une enquête d'utilité publique pour le passage des lignes à haute tension...

PLOGOFF-LA-RÉVOLTE : UN LIVRE TÉMOIGNAGE

Pendant quarante cinq jours, du 31 janvier au 15 mars 80, les lecteurs finistériens d'Ouest-France, ont eu la révélation de ce que peut être une véritable information. Sur Plogoff, les journalistes d'Ouest-France ont en effet remarquablement couvert l'événement, donnant à tous la parole, mais n'hésitant pas, non plus, à s'engager, à tel point qu'un procureur habitué à d'autres docilités, jugea bon de se plaindre de leur «parti-pris». Si l'on en croit une confidence qu'ils font dans leur livre, ce droit d'informer, il leur a fallu le conquérir, et parfois en frappant du poing sur la table.

Théo Le Diouron, André Cabon, Guy de Lignéres, Jean-Charles Perazzi, Jean Téphaine, Daniel Yonnet, ainsi que les photographes Noël Guiriec et Paul Bilheux ont regroupé leurs témoignages dans un album, Plogoff-la-révolte publiée aux Éditions Le Signor.

Témoins privilégiés des 45 jours de combats c'est leur chronique qu'ils rédigent ici, donnant la priorité à la photographie. Il est vrai que celle-ci fut parlante et le cliché de ce solide plogoffite en casquette, fort et digne menottes aux poings entre deux gardes mobiles, a plus fait pour mettre à mal l'image des «anti-nucléaires-voyeurs» que bien des discours.

La démocratie mise en pièces, la justice aux ordres, la Force brutale pour imposer l'inacceptable, les huit journalistes l'ont fort bien illustré sans chercher à faire des cadeaux, ni aux politiques, ni aux «confrères», ni au pouvoir.

On serait prêt à applaudir sans



D.R.

réserve la sortie de cet album, si l'on ne ressentait quand même une petite gêne : la lutte de Plogoff n'est exemplaire qu'en ce qu'elle échappe à une vision politique. La «révolte» n'est pas la «révolution». Bien employée, la première permet même d'éviter la seconde. Et c'est bien l'aspect «révolte» que ce livre célèbre...

L'exécution des grands partis politiques est féroce (et méritée...). Leurs revirements (PC) leur double

langage (PS), leur doctoralisme sordide (RPR et UDF) ne trouvent aucune grâce aux yeux des journalistes d'Ouest-France, qui, dans la foulée égratignent aussi les petits...

Mais le reproche est mineur pour ce bel album souvenir que conclut P.J. Hélias dans un texte qui correspond assez bien à la chronologie de son intervention dans l'affaire de Plogoff : l'épilogue.

J.G.

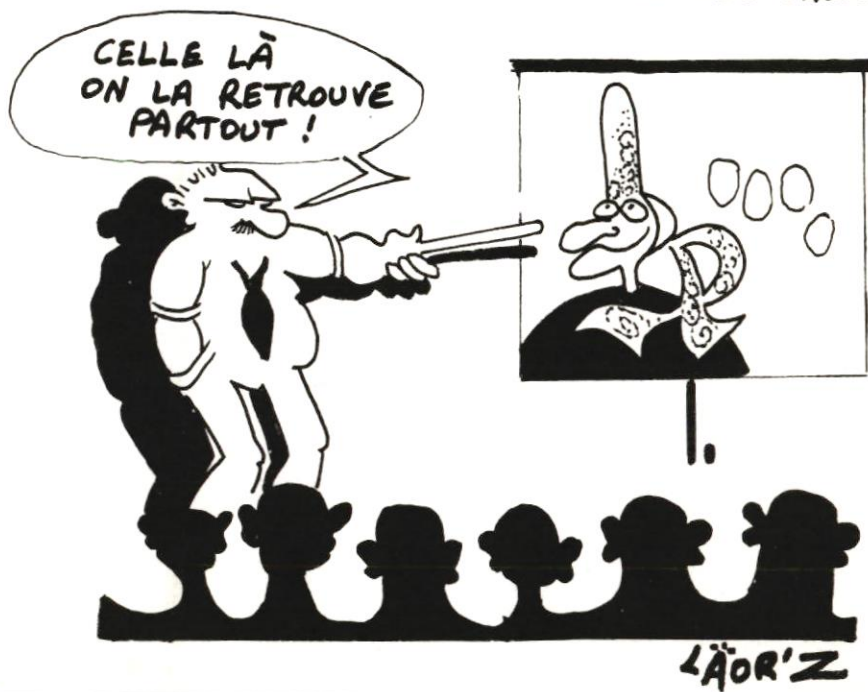
le tout nucléaire pour la France — l'accumulation de «petits incidents» dans les centrales et au centre de retraitement de La Hague en particulier, la publication du rapport OCDE (février 1980) sur l'approvisionnement en Uranium pour les centrales (on dispose de 20 ans de ressources prouvées dans les conditions d'exploitation actuelles) fissurent le bel édifice nucléogiscardien bien plus qu'il n'y paraît.

Par ailleurs, les exemples étrangers, celui de la Suisse et de la Suède notamment démontrent à l'évidence qu'un réel débat démocratique est nécessaire et doit avoir lieu.

Pour l'heure c'est dans la résistance sur le terrain que réside l'espoir. Tout retard apporté à la réalisation des travaux est une chance supplémentaire que la centrale ne puisse finalement être réalisée. C'est aussi, en épargnant les capitaux correspondants, la possibilité de les investir pour développer d'autres choix énergétiques et c'est dans la diversité de ces choix que réside l'avenir et la sécurité énergétique de la France bien plus que dans le pari du tout électrique tout nucléaire du pouvoir qui constitue une impasse.

M.L.D.

L'APRÈS PLOGOFF : ON ÉPLUCHE LES PHOTOS





D.R.

Bigard ou Bigeard ?



D.R.

Si Kemperlé était depuis quelques mois à l'affiche de l'actualité à la suite des dépôts de bilan successifs du Coat Kaer, Raphalen et Frandis, une nouvelle affaire de répression anti-syndicale celle-là, a créé à nouveau l'agitation dans cette ville. Il est vrai que dans une région aussi touchée par le chômage, la tentation est grande pour le patronat de s'attaquer maintenant aux syndicats. Pour une inscription anodine sur la porte d'un W.C. (« Bigarro Poil au dos ») la direction des Ets Bigard et Cie (500 ouvriers) un des plus importants abattoirs de Bretagne, demanda à l'inspection du travail le licenciement de l'auteur de cette faute considérée comme une insolence délibérée envers le PDG. Elle prononça sa

mise à pied immédiate et sine die.

Le fautif étant un délégué du personnel, le 13 mars, le comité d'entreprise était réuni et il refusait le licenciement conformément à la procédure engagée par la direction. Pour la CGT, en effet, il n'était pas question d'accepter une telle sanction disproportionnée par rapport à la faute commise. Il ne faisait aucun doute pour tout le monde ou presque qu'à travers cet employé, c'était le syndicat CGT qui était attaqué. La direction estimait qu'un nouveau climat syndical régnait depuis un mois dans l'entreprise. Le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle a pris le « taureau par les cornes », situation oblige !...

L'inspecteur du travail annonçait sa visite pour le jeudi 20 mars. Comme pour la CGT, il semblait que la décision était prise et comme, dans tous les cas de demande de licenciement, le rapport de force est le seul moyen de faire reculer ce danger, le lundi 17 mars 4 heures de débrayage étaient décidées. La position de la direction ne changeant pas au soir du 17, le mouvement était reconduit le lendemain dans une plus grande ampleur. Les chaînes d'abattages et de désossages étaient bloquées. Seuls les cadres et agents de maîtrise et le service salaison, en minorité, ne participaient pas au mouvement.

Les grévistes décidèrent aussi de manifester en ville.

Devant tous ces mouvements, l'inspecteur du travail avançait sa visite au mercredi 19.

Dès 7 heures ce jour-là, le personnel massé devant l'entrée de l'usine attendait sa visite et après des heures de négociation, il refusait le licenciement du délégué. Malgré les menaces de la direction voulant faire supporter aux grévistes les conséquences que leur action pourraient entraîner, la lutte des ouvriers fut exemplaire et sans précédent dans cette entreprise.

Tout se serait terminé ce jour-là, si aujourd'hui, le délégué ne se trouvait à l'hôpital victime d'une dépression nerveuse et si un préposé sanitaire vacataire dépendant donc du ministère de l'agriculture, qui avait participé à une manifestation pendant la grève au titre de la solidarité syndicale ne faisait aujourd'hui l'objet d'une demande de sanction de la part des Ets Bigard (mutation au conseil de discipline). Cette nouvelle attaque pose aussi le problème du secteur privé s'ingérant dans les affaires de l'état. La CGT considère ce fait comme un interdit professionnel et il faut bien admettre que le patronat attaque les droits de l'homme et que la solidarité syndicale est remise en cause.

Les travailleurs de Kemperlé ne sont pas décidés à accepter cette nouvelle atteinte aux droits syndicaux, ils sont plus que jamais décidés à lutter pour vivre en Bretagne.

Cellule UDB de Kemperlé.

LA BANQUE BOUGE !...

C.M.B. 15 jours de lutte exemplaire pour une victoire.

Dans le dernier numéro du P.B., les difficultés du personnel du CMB étaient relatées, notamment la dénonciation unilatérale de la Convention Collective par la direction et la remise en cause des avantages acquis. Le 19 mars, à l'appel de l'inter-syndicale CFDT (majoritaire), CGT, FO, Autonome, le personnel se mettait en grève. Des assemblées générales régulières décidaient la reconduction du mouvement jusqu'à satisfaction des revendications. Au durcissement et à la provocation des patrons, le personnel a répondu par une mobilisation massive. Le durcissement du conflit (occupation du siège à Kerhuon 24 heures) la

détermination du personnel, ont fait reculer la direction et un accord était trouvé le 2 avril. Accord maintenant le principe de l'avancement automatique, cet avancement automatique, revendication du reste de la profession bancaire, que les patrons « mutualistes » voulaient à tout prix remettre en cause. A l'occasion de ce conflit, le personnel et le public ont pu constater que la différence qui sépare un patron « mutualiste » d'un patron capitaliste est vraiment très-très mince...

BNP Quimper

Le personnel débraye pour tenir une heure d'information syndicale. La direction générale de la BNP distribue 24 avertissements et 3 blâmes.

Aussitôt le personnel débraye 24 heures à 90%. Pour finir, la direction générale recule et lève les sanctions. La société libérale avancée est en marche (le PDG de la BNP: Jacques Calvet est l'ancien directeur de cabinet de Giscard du temps où il était ministre des finances).

BNP Groupe de Brest

Le personnel en a « ras-le-bol » de supporter l'insupportable et a débrayé 48 heures. En effet, le manque d'effectifs se fait tous les jours plus criant et le personnel n'accepte plus de travailler toujours plus pour toujours aussi peu. La BNP, 4^e banque mondiale, aux profits ultra confortables, n'hésite pas à faire des économies de bouts de chandelle quand il s'agit du personnel...

Bon an, mal an, il se crée en Bretagne une douzaine de Coopératives ouvrières de production. Mais la plus grande d'entre-elles, l'A.O.I.P., n'existe plus en Bretagne depuis le début de cette année...

Comment le capitalisme tolère-t-il les coopératives. Comment en vient-il à bout ? La réponse est loin d'être simple...

QUEL AVENIR POUR LES COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION ?



Le Peuple Breton/iffig Bamde

Patrick Jézéquel, Guy Castel, Claude Barbier, Jean Gautier

En 1973, le Peuple Breton (n° 121) dans un article intitulé « **AOIP entreprise comme les autres ou école de socialisme?** » posait la question: la coopération ouvrière de production ne tracerait-elle pas « **l'un des multiples chemins qui pourront mener la Bretagne au socialisme?** ». Aujourd'hui l'AOIP n'existe plus en Bretagne, la coopérative a été amputée de ses deux usines bretonnes au profit des groupes Thomson et CIT. Cette expérience de la coopération ouvrière, même si elle ne constitue pas un exemple, nous a paru intéressante pour poser la question de l'avenir des coopératives ouvrières de production, dans le système capitaliste, l'AOIP étant la coopérative qui avait atteint le degré de développement le plus important. Pour cela, nous avons réuni autour d'une table: Jean-Claude BARBIER, secrétaire du syndicat CGT de l'ex AOIP,

Guingamp, Guy Castel, représentant SNCIM (cadres et ingénieurs de la métallurgie CGT) au Comité d'Entreprise de l'ex AOIP Guingamp, Jean Gautier secrétaire général de l'union régionale des SCOP (société coopérative ouvrière de production) de l'ouest, Jean Gérard fondateur et PDG d'une SCOP du bâtiment, Hervé Grall membre du bureau politique de l'UDB qui a eu diverses responsabilités dans le mouvement coopératif, Patrick Jézéquel, militant de l'UDB et sociétaire dans l'ex AOIP. S'étaient excusés: la CFDT de l'ex AOIP Morlaix et Pierre Rousselet administrateur de l'AOIP.

Puisque c'est l'expérience AOIP de la Coopérative ouvrière qui nous a amené à ce débat, ne pensez-vous pas que, lorsqu'elle a choisi de « décentraliser » sa production en 66, l'AOIP obéissait aux lois du système capitaliste (obligation de se développer et d'investir) plus qu'elle ne mettait en application le principe fondamental des coopératives, à savoir le

développement de l'outil de travail pour les générations futures?

J. Gautier: Tout le monde est d'accord dans l'analyse et l'explication de ce qui s'est passé dernièrement: c'est une volonté délibérée du gouvernement — presque unique client de l'AOIP — de concentrer le secteur de la téléphonie. On a dit que c'était inéluctable parce que la concurrence internationale est telle qu'il faut des groupes nationaux puissants. Ceci s'est traduit par un démantèlement parfaitement voulu sans beaucoup de possibilités de réaction de la part du mouvement coopératif.

La forme juridique de l'AOIP n'est pas en cause car bien d'autres entreprises du secteur de la téléphonie se trouvent aujourd'hui piégées par des choix technologiques qui ont été imposés. Ils avaient certes été annoncés, il y a 5 ou 6 ans, mais les mutations imposées aux fabricants ont été accélérées sans que ceux-ci aient eu le temps de réagir, l'AOIP comme les autres. Parmi les grands du téléphone, elle était une petite. C'était l'entreprise la plus fragile à ce niveau. Aussi n'est-ce pas un hasard si le gouvernement a choisi d'opérer la concentration sur l'AOIP.

Ce qui s'est passé à l'AOIP ne remet pas en cause la vocation de Coopérative qu'elle avait initialement. Sa structure juridique et sa volonté de Progrès social n'ont dans les enjeux économiques actuels, absolument pas compté.

Dans la téléphonie, en Bretagne, les concurrents capitalistes ont subi ou subissent exactement le même contre-coup. Le processus de croissance de l'AOIP, avait d'ailleurs été impulsé par les directives du Ministère des PTT. Les dirigeants de l'AOIP, en fonction de ce type de connaissance et d'information de la part de leur premier client et donc de leur marché, ont misé sur le développement. Déjà, à la fin de la guerre, l'AOIP, qui était une entreprise de 600 à 700 personnes, était une Coopérative au sens fort de ce terme, pratiquant les salaires égaux, avait été mise en demeure de changer de structure professionnelle, d'intégrer des cadres, de créer une hiérarchie de salaires. Elle se trouvait devant l'alternative: grandir ou disparaître. Il y a eu des discussions de fond sur le choix à faire entre la vocation sociale de la Coopérative et le choix du

Ce débat s'est déroulé le 15 mars 80, au Centre Social de Guingamp. Il était dirigé par Marcel Le Moing.

développement économique. Le choix a été fait du développement économique et il a été accéléré après les années 60.

L'AOIP, coopérative ou pas ?

P. Jézéquel : Il y a une date importante dans l'évolution de l'AOIP : c'est 1966, quand l'AOIP est venue s'installer à Guingamp, poussée par des choix économiques et les décisions du système économique et des ministères. A l'époque, l'AOIP en acceptant cette évolution, a accepté de se laisser porter et guider par un système qui n'était pas tout à fait le sien, elle en est devenue en partie prisonnière.

Si, en même temps, elle avait eu une réflexion propre, à savoir pourquoi se décentraliser, pourquoi s'installer en Bretagne, est-ce pour créer des emplois et en même temps créer un outil qui va servir aux générations ultérieures ? Elle aurait été conduite à établir des structures différentes dans l'entreprise, ce qui aurait peut-être permis d'éviter ce qui est arrivé. Elle n'était plus, à la fin, qu'une caricature de Coopérative. Peut-être qu'à Paris il restait cette notion mais en Bretagne ce n'était pas du tout le cas.

J. Gautier : Ceci est illustré par le taux de sociétariat, très faible en Bretagne.

H. Grall : Au cours de ces années, il m'est arrivé de rencontrer dans les milieux financiers qui servent le milieu coopératif des gens qui, de près ou de loin, étaient impliqués dans le montage financier de l'AOIP, en particulier la Caisse Centrale de Crédit Coopératif (C.C.C.C.). Je me souviens que leurs analyses allaient bien dans le sens de l'adaptation de la politique de l'AOIP à ce qui était la politique d'un certain nombre d'entreprises de ce type-là, qui avaient besoin, pour des raisons de développement et de respect de certaines contraintes de gestion, de profiter de la politique mise en œuvre par l'État : s'implanter dans des zones où il y avait un problème de chômage et d'emplois, pour bénéficier d'un certain nombre de conditions, à la fois de salaires, de primes à la décentralisation, etc... Tout ce processus a amené à un certain nombre de réalisations dans le domaine du téléphone, de l'électronique avec toutes les conséquences qui s'ensuivent, parce que l'évolution est très rapide.

Je me rappelle une étude qui avait été faite par un économiste breton à propos d'une certaine implantation dans la région de Brest. Il analysait à cette occasion la fameuse « vocation électronique » de la Bretagne à partir de l'exemple américain, et il est arrivé à démontrer que, finalement l'implantation de ce type d'usine, était au contraire le signe d'une faiblesse économique de la région considérée.

L'AOIP s'est trouvée impliquée dans ce processus comme l'ont été d'autres entreprises qui n'avaient évidemment pas la même finalité ; mais s'agissant d'une coopérative, effectivement le fait pourrait lui être reproché.

J.C. Barbier : En 66-67, l'AOIP s'est trouvée en Bretagne un peu par accident. Les choix ont été faits par les Ministères des PTT et de l'Industrie de



Hervé Grall

l'époque. Cette implantation de l'AOIP à Guingamp s'est faite sans qu'à aucun moment les gens embauchés n'aient eu le sentiment que c'était une Coopérative ouvrière qui s'installait. Les gens de Guingamp qui ont vu arriver l'AOIP en 66, l'ont perçu comme une boîte qui venait après la déconfiture de Tanvez et de Franc-poulet. Leur seul espoir était, que l'AOIP puisse remplacer les emplois perdus et offrir des emplois un peu plus durables que ceux qu'ils avaient connus jusque là.

Après les années 46-47, on peut dire que le grand tournant de l'AOIP — on s'en rend compte d'après les événements récents — ce fut en 66-67. C'était déjà le début de la fin, si l'on veut. En effet, l'alternative se posait en ces termes : ou bien partir implanter une usine en province, en l'occurrence à Guingamp, ou sortir au bout de quelques années du marché des PTT.

A partir de là s'opère un développement calqué sur ce qui se faisait à l'époque en Bretagne. Le problème coopératif est relégué au second plan, et cela d'autant plus que les gens mis en place à Guingamp pour démarrer la boîte n'étaient pas choisis en fonction de leur aptitude à promouvoir la Coopération. Dès le départ on a créé les conditions d'un schéma de développement complètement en dehors de l'idéal coopératif. Le choix des gens qui ont été créateurs de Guingamp en 66 a été décisif. Si les 7 ou 8 personnes en question avaient été convaincues du phénomène coopératif et de tout ce que cela pouvait apporter, les choses auraient pu tourner différemment.

Coopérative pirate ?

G. Castel : Les raisons de l'implantation de l'AOIP en Bretagne sont évidemment d'ordre politique. On peut noter également que si l'AOIP s'installait en Bretagne, cela ne partait pas forcément de bons sentiments : ainsi les différences de salaires entre

Paris et Guingamp allaient jusqu'à 50%. Ce n'était donc pas la Coopérative qui venait là pour montrer l'exemple.

J.C. Barbier : En dehors du problème des salaires — ce qui était le plus important — un autre point mérite d'être noté : c'est la prime de vacances et de fin d'année. Il fallut la grève de 71 (c'est la 1^{ère} grève en Bretagne pour rattraper les salaires sur Paris dans les usines de Télécommunications) pour qu'il y ait égalité entre Paris et la Bretagne concernant la prime de vacances et de fin d'année. C'est tout de même quelque chose de remarquable : une boîte qui 20 ans auparavant pratiquait le salaire égalitaire en était venue à marquer une différence de salaires entre établissements parisien et breton. Et cela valait aussi pour une prime donnée 2 fois par an. C'était là une évolution remarquable au niveau de la conscience coopérative. En matière de salaire c'était aussi extraordinaire mais cela pouvait se comprendre dans le schéma d'implantation des boîtes téléphoniques sur la région bretonne. Cependant, même en étant à 50% en dessous de Paris, on était encore pas mal payé par rapport aux autres boîtes du coin !

H. Grall : Je persiste à penser que c'était parfaitement conscient de la part des dirigeants de l'AOIP. Cette différence de salaires, je me souviens l'avoir entendu évoquer par des financiers auprès de qui elle avait été développée comme un argument en faveur de la bonne gestion et de l'intérêt de la décentralisation.

J. Gautier : C'était l'époque où existaient les zones de salaires qui étaient des choses objectives et qui s'appliquaient pour tout le monde.

H. Grall : Il y a tout un développement économique qui s'est construit sur cette différence.

P. Jézéquel : Justement, ce qui est déplorable pour l'AOIP, c'est qu'elle est partie avec ce schéma, issu d'un système, et qu'elle n'ait pas cherché à le modifier, à innover.



Jean Gautier

J.C. Barbier: Ce schéma qui s'est marqué dans les années 66-67 n'a pas cessé de se renforcer au cours des années suivantes. J'ai le souvenir d'une «pub» dans le «Monde» lors de la création de l'établissement à Evry en 1974: «**Nous avons choisi Evry parce que ici nous trouvons la main d'œuvre qualifiée dont nous avons besoin alors que nous aurions pu nous installer à meilleur coût en province.**» Nous avons particulièrement apprécié!... En 1974, au moment où le rattrapage des salaires aurait dû être fait, on trouvait encore de tels arguments!

J. Gautier: Le mouvement coopératif n'a pas choisi le système dans lequel il s'insère.

Les dirigeants ont fait des choix économiques qui s'imposaient à eux. Il reste à savoir comment on aurait pu faire autrement.

Faire autrement?

H. Grall: Cette question est importante, elle sous-tend un certain nombre de questions déjà évoquées ici. D'abord, sur le rôle des directeurs de Coopérative, il ne faut pas avoir une vision manichéenne de leur intervention. Quels qu'ils soient et quelle que soit leur volonté, ils sont effectivement prisonniers. La réponse n'est pas dans le système, parce qu'on se heurtera toujours à des difficultés insolubles; il s'agit d'une tentative détournée qui ne peut pas remettre en cause le système. Elle se trouve prisonnière de contraintes allant à l'encontre de ce qu'elle voudrait défendre, à savoir une certaine appropriation collective des moyens de production. On finit par constater que les règles du jeu ne sont pas celles-là mais celles du système d'abord. Quand on est directeur d'une entreprise coopérative on est confronté avec les données du jeu qu'on voudrait justement changer. Et serait-ce avec la meilleure volonté du monde, les meilleurs directeurs possibles, les plus

convaincus de la nécessité de la socialisation s'ils veulent survivre, défendre l'emploi, sont obligés de se plier à ces règles du jeu.

La réponse n'est pas dans le système mais dans le changement de système.

L'AOIP ne s'est-elle pas comportée, au moins en Bretagne de la même manière que les trusts capitalistes: travail au rendement, pas de pouvoir de décision, etc...? N'est-ce pas là la vocation de toute Coopérative appelée à se développer?

La volonté d'intéresser les travailleurs bretons à la Coopérative en temps voulu n'était-elle pas la seule chance de les voir se mobiliser pour la défense de cette Coopérative lorsqu'elle a été menacée?

J. Gautier: La Coopération, dans sa définition doctrinale, n'avait pas conçu tout à fait ce qui est le problème des entreprises, ou le problème des régions qui veulent acquérir une indépendance intellectuelle, culturelle. Or le projet coopératif devrait s'adapter au fait que des travailleurs sont associés dans une entreprise où les spécificités régionales, devraient pouvoir s'exprimer. Cela, indéniablement, n'a pas été le cas à l'AOIP. L'AOIP a trop tardé à faire valoir dans les unités de Guingamp et de Morlaix et d'ailleurs, le caractère d'un certain nombre de gens, que ce soit dans la technique de décision de l'entreprise ou dans le développement du sociétariat. Le problème n'a pas été abordé du tout de la même façon dans les usines «décentralisées» et ailleurs. Reste à savoir si ça aurait été un atout décisif. Les réactions de défense des travailleurs de Guingamp et de Morlaix auraient elles été plus fortes et mieux soudées? Indiscutablement. Est-ce que cela aurait réglé le problème global de l'AOIP tel qu'il se pose aujourd'hui? Le

rouleau compresseur du système capitaliste est passé sur l'AOIP et la vraie vocation des travailleurs de Guingamp et de Morlaix, si elle avait été préservée et valorisée dans la Coopérative AOIP, je ne suis pas sûr, hélas, que cela aurait changé les données du problème.

De ce qui s'est passé à l'AOIP, des leçons doivent être tirées. Des leçons d'abord concernant le type d'entreprise qui peut être mis en Coopérative, compte tenu de sa taille, du secteur d'activité. La vraie concentration du pouvoir à l'AOIP était celle d'un client unique, avec un pouvoir fantastique. La preuve c'est que le client a décidé de changer la nature de la technologie et que tout le monde s'est trouvé piégé. Le pouvoir appartenait peu à la direction de l'entreprise.

Je ne suis pas en mesure de dire aujourd'hui si la Coopérative en tant que telle sera un moyen de répondre à la capacité des travailleurs d'une région à faire valoir leur caractère spécifique dans leur région. Nous n'arrêtons pas de dire aujourd'hui dans le Mouvement coopératif que les Coopératives ouvrières de Production doivent être un moyen d'aider les travailleurs à vivre et à travailler au pays. On n'a pas inventé la formule mais elle paraît correspondre à ce que devrait être le fonctionnement d'une Coopérative. Il y a des secteurs industriels où la concentration est telle que la structure coopérative ne changera rien, mais il reste des secteurs où la vocation régionale peut exister, à condition que les travailleurs s'organisent, qu'ils prennent conscience que la formule coopérative ne résoudra certainement pas tous les problèmes mais peut-être un moyen de fixation de leur volonté de rester sur place. C'est une des formes juridiques d'entreprises qui devrait le plus favoriser ce type de réponse.

Une dimension limite?

J.C. Barbier: En matière d'autonomie d'établissement (Guingamp et Morlaix), l'AOIP, même si elle avait voulu aller loin, aurait obligatoirement rencontré le barrage du système. Même s'il y avait eu la volonté de donner aux établissements de Guingamp et de Morlaix une autonomie industrielle importante, ç'aurait été à l'encontre de tout ce qui se pratiquait. Et on peut se demander si cela n'aurait pas entraîné un affrontement direct.

Sans en arriver là, la prise de conscience par les gens d'appartenir à une entreprise qui pouvait évoluer dans le sens de la prise des responsabilités n'a pas été négligeable. Et si des choses ont été faites, ce n'est pas que la direction avait la volonté de les faire, c'est parce qu'on s'est battu et qu'à un moment donné, il a fallu qu'elle lâche. Il y avait la possibilité de faire prendre conscience d'un certain nombre de choses à une plus grande partie du personnel. Actuellement on se trouve dans une boîte de style purement capitaliste: on va payer cher ces manquements.

Sur le plan syndical, il existait certaines libertés inhérentes à la forme

juridique de la coopérative et à ses traditions. En un mois cela a changé, et les gens ne réagissent pas, parce qu'on n'a pas su leur montrer, par une formation et une discussion, l'importance et la signification d'une coopérative. Et aujourd'hui, ils n'ont pas conscience de l'importance d'une organisation syndicale dans une boîte capitaliste.

Jean Gérard: C'est également ce que nous avons retenu: l'échec de l'esprit coopératif à l'AOIP. A Pontrioux, par exemple, nous sommes dix, mais tout le monde sait que c'est une Coopérative Ouvrière. (ça s'appelle le groupe 7 parce qu'il y avait 7 associés). Chez nous, on se charge d'expliquer aux gens ce qu'est une SCOP. Quand on s'est créé, l'AOIP existait. J'habite Guingamp, je suis allé à Morlaix pour découvrir ce qu'étaient les Coopératives Ouvrières: c'est à Morlaix qu'on m'a dit: «**C'est étonnant parce que vous avez la plus grosse chez vous**» Ah oui? Laquelle? l'AOIP!

H. Grall: Ce problème de l'échec, ne peut-on pas le relier aux phénomènes de taille, dont vous parliez tout à l'heure? ou est-ce dû à une sclérose de l'AOIP à plusieurs niveaux? Si c'était un problème de taille, on pourrait être tenté de conclure que la Coopérative devrait être limitée au maximum aux P.M.E. C'est important et il faudrait trancher désormais, sinon on confine la coopération dans un secteur particulier.

J.C. Barbier: C'est un des points sur lesquels, repose toute la question de l'avenir du Mouvement Coopératif. La loi de 78, qui modifie les statuts des SCOP, permet la création de filiales. Je ne crois pas, que c'est quelque chose de possible. La seule chance pour que les coopératives puissent continuer à exister, c'est qu'elles restent sur un secteur donné avec des contacts permanents entre les gens et la prise de décision. Actuellement, c'est le problème de l'AOIP. Ils sont 1500 et il y a des gens à Paris, à Evry et à Béziers. Il y a une réponse à donner sur la possibilité d'existence d'une Coopérative au-dessus de 500 à 600 personnes et aussi la possibilité d'existence d'une Coopérative en dehors d'une implantation unique.

J. Gautier: Lorsqu'une entreprise est de taille importante, les défauts de communication existent. Le problème de la taille de l'entreprise est un obstacle au développement et au bon fonctionnement de l'entreprise quelle qu'elle soit. Dans une Coopérative de moins de 100 personnes, les relations humaines et le sentiment global de participation des travailleurs est infiniment plus fort que dans une entreprise de plus de 100 personnes. Peut-on induire de ce constat que la vocation des Coopératives Ouvrières de Production est une vocation bien minime: les P.M.E. et encore les petites PME? Les grandes entreprises ont des problèmes humains: le développement de la coopération passera par l'évolution du niveau culturel. Et à cet égard, on a un rôle très important dans les SCOP.

(à suivre)

La S.N.C.F. jette de la poudre aux yeux

Un lecteur du «Peuple Breton» M.E. Roudaut, n'est pas content du tout de la politique des tarifs pratiquée par la SNCF. Habitant près de Grenoble, émigré breton, il s'estime doublement pénalisé: d'abord par son éloignement du pays, ensuite par le prix de plus en plus élevé qu'on lui fait payer pour y revenir. Il a exposé ses arguments (chiffrés...) dans une lettre au ministre des transports, dont il nous a communiqué une copie...

Monsieur le Ministre,

Ayant voulu me rendre en train en Bretagne (trajet Grenoble-Landerneau) pour Paques, j'ai eu l'occasion de me rendre compte de l'augmentation énorme des tarifs de la SNCF depuis quelques années.

En effet, j'utilisais jusqu'à présent le billet familial dont le principe était le suivant: 2 places entières, 1/4 de place à

partir du troisième, plus réduction pour enfants de moins de 10 ans, gratuité pour moins de 4 ans. Pour une famille nombreuse de 3 enfants (12 ans, 11 ans et 5 ans), le nombre de parts était donc de 2,625. Or, en arrivant au guichet, j'apprenais que le billet familial était supprimé sans même que la SNCF daigne en informer sa clientèle. Curieuse attention! La SNCF me proposait alors le nouveau billet de famille paraît-il, «très avantageux». Si avantageux en effet que dans mon cas, il correspond à 2,75 parts ($1 + 0,5 + 0,5 + 0,25$) soit déjà 4,76% en plus sans compter l'augmentation de 13% depuis un an sur le tarif du kilomètre. Mais, suprême avantage, ce billet n'est pas utilisable pour les dates que j'avais choisies pour l'itinéraire Grenoble Lyon Quimper Brest: le vendredi 4 avril ainsi que le dimanche 13 avril sont interdits aux titulaires du billet de famille.

Ainsi, non seulement le nouveau billet est plus cher pour les familles nombreuses mais de plus, les dates les plus pratiques



pour partir en congés sont interdites.

Il ne reste donc pour une famille désirant utiliser la SNCF à Paques (et en été en train auto-couche, c'est encore pire) que deux solutions:

- perdre deux jours de congé
- ou les payer fort cher car, en ce cas, il ne reste plus que la solution 30% réduction famille nombreuse (ou 30% congé payé pour les salariés qui existe encore pour le moment...). Il faut en ce cas payer 3,15 parts.

Je me suis donc permis de comparer la somme que j'aurais dû payer cette année avec l'ancien billet famille *qui permettait de partir n'importe quand*. Le tableau devient criant d'injustice. J'aurais en effet dû payer cette année pour me rendre au même endroit, aux mêmes dates *rien moins que 35% de plus qu'en 1979*. Brillante politique des transports en commun en faveur des familles nombreuses! Je vous laisse le soin de comparer dans les mêmes conditions le coût pour la même famille de train auto-couche par rapport à 1976. Bien plus grave, le coût du voyage en train est au moins égal au coût global de l'automobile (cas personnel: 404 Peugeot de 1969, 9000 km par an). Et encore, le tableau que je vous présente est largement optimiste: en effet, le coût de l'automobile est indépendant de l'âge de mes enfants alors que le coût du voyage des enfants ne cesse de progresser: par exemple, il y a trois ans, le nombre de parts de ma famille était de 2,1 parts, il est aujourd'hui de 3,15. Vous comparez alors l'augmentation *entre 1977 et 1980: il n'est rien moins que 121%*.

Evidemment, une telle politique non seulement ne produit aucun transfert de l'automobile vers le train mais bien souvent, le contraire et il ne faut pas s'étonner en ce cas de voir une progression ridicule du nombre de voyageurs à la SNCF: 0,12% en 1979. Je vais donc me résoudre à dépenser 400 litres d'essence de plus par an (2 trajets aller retour Dauphiné-Bretagne par an). Voilà qui améliorera la balance commerciale de notre pays! Qui osera ensuite parler de mesures visant à réduire la facture pétrolière sans crainte du ridicule? La chasse au gaspi est vraiment engagée: il suffit d'ailleurs de voir la part de la consommation de fuel due à l'automobile.

De plus, par de telles méthodes, vous allez renvoyer sur les routes un peu plus d'automobiles et augmenter un peu plus le nombre de morts de la route. Là aussi, les résultats ne se font pas attendre: + 2,8% d'augmentation du nombre de morts en 1979. Pourtant le rail tue 1000 fois moins que la route et le coût social de l'automobile dépasse 10% du budget de l'Etat: 45 milliards de francs soit une semaine de congés payés par famille. Dans mon cas, je devrai de plus circuler sur des voies saturées de poids lourds qui circulent avec l'accord des Pouvoirs Publics, dans des conditions scandaleuses: taux d'accidents important, usure du réseau routier à 85%; taxe à l'essieu ridiculement basse, etc...

Sur cet exemple concret, j'ai mis en évidence combien notre prétendue politique en faveur des transports en commun est un leurre en particulier pour des familles nombreuses.

Je conclurai donc en vous disant que prendre le train est aujourd'hui un luxe pour les familles nombreuses. En acceptant d'augmenter outrageusement le tarif des annexes tels que les couchettes, vous pénalisez en tout conscience les familles nombreuses. D'autres pays comme la Suède ont baissé leurs tarifs de train de 30% avec le succès que vous savez. Alors de grâce, cessez de mentir aux Français en leur parlant à tout instant de la priorité aux transports en commun;

vous ne pouvez pas le nier: les investissements pour la route sont 2,5 fois ceux du train et les investissements définissent un choix politique. Je préfère enfin ne pas m'étendre sur les pertes de temps et les tracasseries administratives auxquelles sont soumis les clients de la SNCF.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux.

LE PRIX DU TRAJET GRENOBLE-LANDERNEAU

Billet avec couchettes pour une famille composée des parents et de trois enfants (âge des enfants en 1980: 12 ans, 11 ans et 6 ans). Distance en train: 1119 kilomètres. Classe: 2^{ème} classe. Prix approximatif de la taxe: 8 F.

Année	Type de billet	Nombre de parts	Prix total
1977	familial	$\frac{2,625}{(1 + 1 + 0,25 + 0,25 + 0,125)}$	1294 F
1977	30% famille nombreuse avec 2 enfants (9 ans et 8 ans) et un enfant de 3 ans	$\frac{2,1}{(0,7 + 0,7 + 0,35 + 0,35)}$	1038 F
1978	familial	$\frac{2,625}{(1 + 1 + 0,25 + 0,25 + 0,125)}$	1596 F
1979	familial	$\frac{2,625}{(1 + 1 + 0,25 + 0,25 + 0,125)}$	1707 F
1980	de famille <i>Mais dates du 4 avril et 13 avril interdites</i>	$\frac{2,75}{(1 + 0,5 + 0,5 + 0,5 + 0,25)}$	2070 F
1980	30% famille nombreuse ou congés payés	$\frac{3,15}{(0,7 + 0,7 + 0,7 + 0,7 + 0,35)}$	2298 F

Ainsi, pour le même itinéraire, aux mêmes dates, avec la même famille, l'augmentation a été de 1977 à 1980 de 78%. [En réalité, (compte tenu de l'augmentation de l'âge des enfants, je n'aurais payé en 1977 que 1038 F), le rapport de ce que je dois payer en 1980 par rapport à ce que j'ai effectivement payé en 1977 est de 121%!]

L'augmentation en une seule année (1980 par rapport à 1979) est de 591 F, soit 35%.

RETOUR INTERDIT

Le Peuple Breton a déjà évoqué les restrictions nouvelles imposées aux hôpitaux publics, au nom de la rentabilité... Cette régression sociale aboutit parfois à des situations dramatiques. C'est le cas pour ces lecteurs du Peuple Breton, originaires de Rennes. Elle, gravement malade, ayant eu une « hépatite B » doit subir de constantes séances d'hémodialyse. Ils avaient dû quitter Rennes pour Toulon en raison du sous-équipement à l'époque de cette ville sur le plan rénal, mais revenaient régulièrement au pays une fois par an, le Centre hospitalier de St-Brieuc l'accueillant alors pour les séances d'hémodialyse.

On les a avertis que ce ne serait plus possible: et le résultat a été le même à Rennes. C'est donc un retour, même passager, au pays qui leur est maintenant interdit...

Madame,

J'ai le regret de vous informer que le Service d'Hémodialyse du Centre Hospitalier de SAINT-BRIEUC se trouve dans l'impossibilité de recevoir les dialysés provenant des autres centres français pendant les prochaines périodes de vacances et fêtes de fin d'année.

Cette situation, due à une réduction du personnel soignant, est directement liée aux décisions ministérielles récentes concernant le recrutement du personnel soignant dans les hôpitaux publics.

Nous avons cependant l'espoir de pouvoir ouvrir au cours de l'été 1980, le Centre de Vacances de TRESTEL réservé cependant, à la demande du ministère, aux seuls patients non porteurs du virus B.

La troisième forme de radoub de Brest : Un outil exceptionnel aux mains d'une direction colonialiste



Gernot

LA récente mise en service de la troisième forme de radoub tant attendue par les travailleurs brestois est aujourd'hui l'objet de nombreuses interrogations. Ceux qui se sont battus depuis des années pour le développement de la Réparation Navale à Brest, veulent que cette nouvelle forme de radoub devienne le symbole vivant de la volonté des brestois de vivre et travailler au pays. Mais la présence d'une nouvelle direction de choc qui s'est approprié l'outil de travail hypothèque gravement cet objectif.

La réparation navale longtemps prisonnière d'infrastructures insuffisantes pour faire face à la concurrence internationale malgré la période faste des années 1970 à 1975, se voit désormais dotée de moyens capables de répondre aux exigences du marché mondial de la réparation des pétroliers, car ses atouts loin de se limiter à l'outil de travail lui-même, s'étendent à la qualité des travaux effectués dans le chantier brestois. Cette haute technicité fait de la réparation navale à Brest une activité de pointe qui doit avoir des retombées légitimes dans le domaine de

l'emploi, des conditions de travail et de la politique salariale menée par la direction.

L'enjeu est donc de première importance dans le contexte de sous-emploi que connaît notre région. Tout détournement à cet objectif signifierait la faillite de cette entreprise. Or les conditions de démarrage de l'exploitation de la troisième forme de radoub n'amènent pas les promesses attendues :

Son financement qui va peser si lourd sur les collectivités locales met en relief l'insuffisance de la participation de l'État, l'utilisateur principal des Ateliers Français de l'Ouest (une raison sociale qui en dit déjà long) est d'ores et déjà un nouvel exemple d'entreprise pirate en Bretagne par son absence totale d'apport financier à l'ouvrage et par ses pratiques anti-sociales.

Un financement trop lourd pour les collectivités locales

La forme de radoub est financée d'une part par l'État, d'autre part par le syndicat mixte Brest-Iroise comprenant la

communauté urbaine de Brest, la Chambre de Commerce et d'Industrie, le département du Finistère et enfin l'établissement Public Régional, chaque partenaire du syndicat ayant une part contributive de 25% ce qui représente 50% du coût global de la réalisation soit 500 millions de francs et 100% du coût des superstructures soit 140 millions de francs. Le principal utilisateur, les AFO se signale par son total désengagement dans le financement et va d'ailleurs beaucoup plus loin, le directeur local ayant récemment déclaré aux syndicats que même en ce qui concerne l'embauche, celle-ci ne se ferait que de manière échelonnée de 1980 à 1984 au fur et à mesure que tomberaient les subventions et les primes de la région. Pour les travailleurs brestois cette attitude est révélatrice d'une pratique trop répandue dans leur région : la piraterie industrielle et le chantage à l'emploi, l'exemple de Transocéan est encore bien vivant dans les esprits et les Brestois n'entendent pas voir une nouvelle fois leurs deniers dilapidés ; car cette forme de radoub et les emplois attendus, il les auront financés quatre fois : en tant que Brestois dans leur constitution au budget de la CUB, en tant que

Finistériens, pour pour le budget du département en tant que Brestoï pour le budget de la région et enfin en tant que contribuables français.

L'utilisateur, les AFO, nouvelle entreprise pirate sur la zone portuaire :

Les formes de radoub brestoises sont gérées par la Chambre de Commerce et d'Industrie, celle-ci louant les cales et leurs équipements aux AFO lors des différents arrêts techniques des navires. La direction des AFO mène à elle seule la politique commerciale auprès des armements du monde entier.

Depuis le plan de restructuration défini en 1976, les AFO tout en conservant leur nom sont tombées sous le joug d'un groupe dont le siège est à Rouen et qui comprend la majorité des chantiers de construction et de réparation navale de Dieppe à St Nazaire. En 1977, grâce à l'aide à la réparation navale, les AFO ont obtenu de nombreuses subventions et les dernières élections législatives ont conforté la politique de racket aux aides de l'État de la nouvelle direction à l'image du grand patronat hexagonal. Le but principal et avoué du PDG des AFO est d'augmenter son emprise sur les travailleurs et pour y arriver tous les moyens sont bons : réduction des effectifs, atteinte aux avantages acquis, recours à la main d'œuvre intérimaire en période de surcharge au lieu de faire appel à l'ANPE brestoise en vue de former du personnel qualifié pour de futures embauches. Ce sont 150 personnes extérieures à l'entreprise à qui la direction a fait appel à plusieurs reprises en 1979, parmi elles une entreprise de bâtiment de Rouen qui dépêcha 50 ouvriers pour travailler sur deux pétroliers pendant un mois, faisant fi des conditions toutes particulières du métier de réparateur naval et de la convention collective brestoise.

En bref, une direction de combat affichant clairement ses intentions de battre en brèche toutes les conquêtes de la classe ouvrière et pour mieux y arriver la direction générale du groupe AFO siège à Paris, bien loin du champ d'application de ses directives. Position ô combien confortable pour un PDG qui ne s'est déplacé qu'une seule fois dans le chantier le plus important de son groupe où le moindre aménagement est passé au crible dans les hautes sphères de la direction générale.

Depuis désormais 3 mois, les syndicats des AFO se battent pour obtenir un accord d'entreprise et une garantie de ressources pour l'année 1980, mais la Direction exige au préalable que les syndicats apportent leur caution pour obtenir de l'État l'exonération des charges sociales pour les heures de chômage partiel, ce qui conduirait tout simplement les travailleurs à porter atteinte à une des conquêtes les plus importantes de la classe ouvrière ; la Sécurité Sociale.

Face à cette direction de choc, le personnel des AFO, fort d'une longue expérience du métier de réparateur et d'une puissante implantation syndicale, masque sa volonté de voir se développer à Brest la réparation navale pour que l'outil de travail si lourdement financé par les collectivités locales profite réellement aux travailleurs brestoï et à leurs enfants.

Cellule UDB du Port de Commerce.

APRÈS LA MANIFESTATION DES AGRICULTEURS A SAINT-BRIEUC



Le Peuple Breton

Les idées progressent

La crise généralisée des productions bretonnes (lait, pommes de terre, après le porc, le mouton...) explique l'ampleur de la manifestation du 28 mars à St-Brieuc, la plus importante depuis 1967.

Les appels à manifester étaient nombreux : aux quatre FDSEA de la région programme, d'accord sur une plate-forme minimum malgré des divergences d'orientation connues, s'étaient joint le MODEF, et même les Paysans Travailleurs, malgré leurs réserves sur cette « union sacrée », et, fait marquant, la FDSEA de Loire-Atlantique (ainsi que celle de Mayenne qui fait aussi partie du « comité de Redon »). La présence massive (plusieurs milliers) de paysans nantais, arrivés « gwen-ha-du » en tête, avait bien sûr une double signification : elle réaffirmait non seulement la vitalité d'une fédération exclue de la FNSEA et compositante active du « comité de Redon » mais elle démontrait la tâche irremplaçable des paysans de Loire-Atlantique dans les luttes populaires bretonnes.

Le rassemblement de St-Brieuc encadré par une fédération modérée comme celle des Côtes du Nord ne manquait pas des ambiguïtés habituelles : l'« union sacrée », illustrée par la participation des laiteries, groupements et autres patrons de l'agriculture, les débordements contre la mairie (socialiste) de St-Brieuc, etc... Pourtant, le ton des orateurs, les mots d'ordre et les thèmes avancés tranchaient avec l'anglophobie sommaire du syndicalisme officiel français. La mobilisation elle-même (25.000 agriculteurs) donnait à la manifestation, un caractère de masse que n'ont pas eu bien des rassemblements bruyants de Dunkerque à Strasbourg où les paysans sont utilisés par le syndicalisme officiel comme piétaille du ministre de l'agriculture !

L'analyse de Guy Le Fur, complétée par

les intervenants du Morbihan ou du CDJA des Côtes du Nord, a donné le ton et montré que le gel des prix menace de nombreux producteurs mais risque également de mener à l'effacement de notre agriculture et à terme de menacer l'agro-alimentaire et l'emploi en général. Les agriculteurs ne peuvent accepter de voir les prix bloqués alors que les coûts de production grimpent de 15% par an, mais ils doivent comprendre que l'orientation agricole du pouvoir (loi d'orientation) relève de la logique de Bruxelles = restructuration des productions et « recentrage » géographique autour des « grandes productions », céréalières notamment. Le Président de la FDSEA finistérienne illustre cette collusion ainsi : « Bruxelles propose un système de taxation des productions de lait qui aboutirait à prélever 40 milliards de francs par an sur les producteurs bretons. Méhaignerie propose un autre système qui aboutirait à en prélever 18... C'est sans doute ce qu'on appelle la politique du juste milieu ».

La commission agricole de l'UDB affirmait en apportant son soutien à la manifestation, que « seule la résistance des agriculteurs bretons peut sauvegarder notre potentiel agricole et maintenir l'emploi agricole et para-agricole, que les propositions de gel des prix conduiraient à l'élimination des petits producteurs de lait qui sont la majorité des paysans bretons et que pour assurer à un maximum d'agriculteurs un revenu décent, il faut des prix garantis en fonction des coûts de production ». Il est à noter que ces analyses qui sont celles du comité de Redon et aussi d'autres organisations progressistes, ont gagné du terrain à St-Brieuc et que commence à s'imposer l'idée de la place spécifique de l'agriculture bretonne. Il faut que progresse encore l'idée de la résistance nécessaire des paysans bretons et de leur union avec les autres forces progressistes.

F.F.

LE PROBLEME BRETON ...

Un chef-d'œuvre de vanité

«Un des grands débats de la fin du XX^{ème} siècle sera le choix entre la suprématie de la langue anglaise et le plurilinguisme qui, seul, peut préserver la vocation universelle de la langue française: l'heure est venue de l'initiative linguistique, non pas dans un esprit défensif mais dans une vue universaliste, fondée sur le dialogue des cultures» (Actualités Service n° 348 - Mars 1980).

Curieux universalisme que celui prôné par la Culture stéréotype de Giscard, en forme d'hexagone.



Grève des éboueurs à Quimper, Combrit et l'île Tudy

La Société Granjean, dont le siège social est à Nantes a la concession de la collecte des ordures ménagères pour les trois communes de Quimper, Combrit et l'île Tudy. La Société emploie 44 personnes. La création récente d'une section CFDT dans l'entreprise a permis d'exprimer le malaise profond qui régnait depuis des mois. Les éboueurs réclament la mensualisation immédiate pour tout le personnel et une augmentation de 500 francs par mois.



Rennes: Boycott de 15 classes mobiles au CES Le Landry

Appuyés par les parents d'élèves, les enseignants du CES Le Landry ont refusé d'assurer leurs cours dans des locaux vétustes: au mois de mars, une classe avait été partiellement détruite par un incendie provoqué par un poêle à mazout défectueux.



Brest: Marine Nationale et Réparation Navale ne font pas bon ménage

En refusant l'accès à la rade du pétrolier grec «Olympic Alliance» pour une réparation urgente, la Marine Nationale a remis en cause la politique de prévention réclamée à corps et à cri par les Bretons pour sauvegarder leurs côtes. En effet, ce navire a été contraint de poursuivre sa route sans sa ligne de mouillage, alors que l'entreprise de réparation navale brestoise, les AFO, avait tout organisé pour l'accueillir et le réparer.

En rade de Brest, le choix est fait depuis longtemps, la base de l'île Longue est bien là pour le rappeler.

MOR-BIHAN

Pontivy:

Victoire syndicale à la S.A. des Établissements Jacques.

Suite au licenciement de 21 salariés de l'entreprise Jacques de Pontivy au mois de décembre 1978, le syndicat CGT a obtenu du Tribunal administratif l'annulation de la décision de l'inspecteur départemental du travail qui avait autorisé les licenciements. Au nombre des salariés licenciés figuraient des délégués syndicaux.

Au cours de la séance du comité d'entreprise où furent décidés les licenciements, le secrétaire du CE, adjoint du PDG n'était pas membre du CE. D'où l'annulation des décisions prises par non respect du code du travail.

Une victoire syndicale qui prend un relief tout particulier dans le contexte social imposé par le gouvernement.

FINISTÈRE

Brest:

L'EKATERINI P, nouveau bateau «négrier» au port de commerce

Suite au désarrimage de deux conteneurs sur son pont, le cargo grec «Ekaterini P», a dû chercher refuge au port de Brest avec une gîte de 17 degrés. L'administration maritime et le syndicat CGT, alertés par l'état de délabrement du navire, ont mené une enquête qui devait rapidement déboucher sur un nouveau scandale des pavillons de complaisance. Le cargo, récemment acheté par un armateur grec, est totalement hors d'état de naviguer, seule l'étrave grâce à un badigeonnage à la hâte essaie en vain de masquer le véritable visage de ce cargo d'un autre temps.

Dès l'arrivée au port, les matelots ont fait appel à l'union locale CGT pour dévoiler leurs conditions de vie à bord: salaires mensuels de 1300 Frs pour un travail de 12 heures par jour. Un matelot chilien, embarqué depuis douze mois n'a pas touché son salaire. Il réclame un arriéré de 19000 Frs. Quant à la nourriture à bord, une poignée de pois chiches en conserve pour repas quotidien...

Quel avenir pour ces marins à qui le commandant a fait signer un contrat d'embauche stipulant que ceux-ci renonçaient à leur droit de rapatriement?



L'Ekaterini P immobilisé à Brest

Gernot

DE NANTES A BREST



LOIRE-ATLANTIQUE

Conflit à la Biscuiterie Nantaise pour la satisfaction du cahier de revendications

Le 18 mars 1980, les délégués du personnel de la Biscuiterie Nantaise ont déposé leur cahier de revendications à la Direction. A l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT, des débrayages ont été organisés pour soutenir l'action.

La seule réponse donnée par la Direction se résume à une lettre individuelle de menaces envoyée aux membres du personnel de Vertou, leur demandant de réfléchir aux conséquences des mouvements menés à l'intérieur de l'entreprise pouvant avoir de graves effets sur l'emploi. Dénonçant le chantage, les organisations syndicales réclament le respect du droit de grève dans l'entreprise et appellent la Direction à négocier sur les revendications qui portent sur les augmentations de salaire, la diminution du temps de travail et la titularisation de nombreux travailleurs.

Depuis des années la Direction de la Biscuiterie Nantaise n'a cessé de porter atteinte aux avantages acquis et aux libertés syndicales. Aujourd'hui, les travailleurs de l'entreprise sont décidés à obtenir satisfaction sur leurs revendications afin que ne se dégrade pas davantage les conditions de vie et de travail dans la région nantaise.

ILLE-ET-VILAINE

Rennes: Les travailleurs de la CGT en lutte contre les manœuvres patronales

Au début du mois d'avril, des salariés de la Compagnie générale des Constructions téléphoniques ont retenu dans son bureau le Directeur de l'usine pour appuyer une revendication salariale déposée au mois de mars. La CGCT emploie 460 salariés à Rennes et ceux-ci réclament une augmentation des salaires de 6%. La direction propose une augmentation en deux temps: 3,5% à l'ensemble du personnel et 2,5% attribués au gré du patron, sorte de prime au rendement. De plus, la Direction Générale a décidé de procéder à une réduction des effectifs en accordant aux salariés qui le désirent une «prime de départ volontaire» de 30.000 Frs. Les syndicats CGT et CFDT ont aussitôt dénoncé ces propositions d'autant plus que la Direction de la CGCT vient de sous-traiter certains travaux à une entreprise de la région...

Ce sont donc de nombreux points d'interrogation qui ponctuent aujourd'hui la lutte des travailleurs de l'usine rennaise, qui ont par ailleurs adressé une pétition de 170 signatures à la direction pour réclamer la levée de sanctions prises contre deux membres du personnel mis à pied pour fait de grève sur le lieu de travail. Une affaire à suivre.

CÔTES-DU-NORD

St-Brieuc: «Le Joint Français» (suite), la situation se dégrade.

La grève des cadences menée par les travailleurs du «Joint» jusqu'aux fêtes de Pâques s'est arrêtée pour être relayée par des débrayages destinés à populariser leur lutte en tenant un stand d'information en divers points de la ville de St-Brieuc.

Les syndicats CGT et CFDT font état de la faillite de l'entreprise dans le domaine de l'emploi: la Direction prétendait créer 1500 emplois, au lieu de cela, les effectifs sont passés de 1000 en 1977 à 700 aujourd'hui. Quant aux salaires, ils reflètent la politique coloniale de la Direction: quatre cents travailleurs du Joint Français ont un salaire de base de 14 F 40 de l'heure.

Pour rattraper leur retard, les travailleurs réclament une augmentation uniforme de 500 Frs, le 13^{ème} mois et l'échelle mobile. «Mazoutés, irradiés, exploités... ras-le-bol», un slogan qui en dit long sur le climat qui règne au «Joint Français».

Contre le racisme

Plusieurs organisations démocratiques de la région briochine se sont réunies pour combattre en commun les lois racistes Bonnet-Stoléro-D'Ornano. Elles dénoncent, dans un tract commun, les manœuvres d'intimidation et de division de la classe ouvrière que constituent les décrets et lois qu'on cherche peu à peu à imposer.



Le Lian: nouvelle formule pour la revue des amis du parler Gallo

Le 6^{ème} numéro de Lian vient de paraître en changeant de format, symbole du passage à une vulgarisation plus grande des arts et traditions populaires de la Haute-Bretagne. Au sommaire de ce mois en particulier, un dossier sur le renouveau du théâtre en gallo. Cette revue trimestrielle est vendue 5 francs.



Ugeco: Les menaces se précisent

Depuis bientôt 2 ans, Biderman a repris UGECO, entreprise de confection. La situation, loin de s'améliorer, continue de se dégrader pour le personnel de cette entreprise qui regroupe près de 800 salariés en Loire-Atlantique en trois usines: Guérande, Sainte-Pazanne, Legé. Des menaces précises de fermeture pèsent sur Guérande. Pour la direction, sur les 210 employés, seules 170 personnes permettraient le maintien en activité de l'entreprise. Aussi M. Biderman propose-t-il un plan comprenant 36 «démissions volontaires».

Mais ensuite? Quel avenir pour ces femmes dans une région de 12.000 chômeurs dont la moitié justement, sont des femmes.

LA VIE MALGRE TOUT

par F. KERFRAVAL

LE RIRE

Je regardais cet homme à qui la poussière, la pluie et les plis des ans avaient donné ce même teint de glaise que le sable de carrière dont il chargeait à larges pelletées une remorque. La solitude et la septantaine bien passée l'avaient figé en une caricature de vieux paysan breton dont on ne savait, des vêtements usagés ou du corps usé, de la casquette élimée ou du visage émacié, lesquels portaient le plus la marque du labeur.

Son cou me fascinait quand le mouvement des épaules faisait se tendre la peau crevassée telle une irrégulière mosaïque grenée des stigmates du temps. Son geste me plaisait dans la régularité de l'effort qui laissait deviner une farouche volonté de durer apprise au gré des affrontements quotidiens. Son rire me surprit.

Un rire de crécelle fêlée qui monta, monta, et ne s'arrêta que ne plus pouvoir s'entendre. Un rire qui résonnait de toute la dérision jetée sur un monde ignorant les intelligences non domestiquées. Un amer ricanement de vieillard qui sentait confusément qu'il mourrait seul.

Le silence alentour un moment partagé dans la complicité du crissement de nos pelles avait, de par la fatigue ou la gêne, laissé s'éloigner nos pensées, nos âges et nos cultures. Le rire porte souvent la marque de l'impuissance des hommes.

JAKIC

La vieille femme qui passait chaque jour devant la fenêtre n'avait qu'un fils. Dévoué. Travailleur. Bien brave. Pensionné. Sollicité.

Je le revois, Jakic, traversant à grandes enjambées la place de P., de la pompe à la boulangerie, du cimetière au café-tabac. *Du super ou de l'ordinaire ? Un pain plié ou un pain rond ? Le sable, c'est pour ton père ou ta belle-mère ? Un « quart » en vitesse, j'ai à faire !* Le sixième ou le septième d'une journée tellement pareille aux autres qui ne prendrait fin qu'au signal du dernier ouvrier des chantiers voisins posant son verre vide sur un comptoir poisseux.

Je le revois alors rentrer d'une démarche maladroitement droite. La lumière d'une chambre qui s'allume au bout de la venelle, puis qui s'éteint presque aussitôt. Et le lendemain, une mère si douloureusement résignée de répéter : *la fatigue, vous comprenez, avec sa blessure.*

Blessure bénie. Elle expliquait tout. L'invalidité. Le chômage. L'oisiveté. Les petits travaux *pas chers payés mais qui arrangent tant de gens, n'est-ce pas ?*

Ah ! Ces salauds de fellaghas, ils ne l'ont pas raté, commentait-on. Pour compatir. Pour la plaindre. L'excuser. S'excuser. Excuser les cailoux des gamins les soirs d'été, les sourires entendus le dimanche matin, les tournées extorquées les jours de pension. *Pauvre Jakic, il n'a jamais eu de chance. Pauvre Jeanne, elle est bien courageuse.*

Parfois, le pain coupé séchait dans l'assiette sans que soit même refusé le bouillon qui devait le tremper. Jakic s'arrêtait en route, peu après le bourg dans une crèche où se gâtaient quelques bottes de foin. C'est là, ai-je su, que son cadavre fut retrouvé au sortir d'une nuit trop froide.

Le lendemain, un avis dans le journal conviait parents et amis à assister aux obsèques de M. Jacques Le B., décédé à l'âge de 37 ans, *au domicile de ses parents*. La dignité est, dans les campagnes, le seul honneur des pauvres.

LES TROËNES

Au bout de la longue table en formica se devinait une forte silhouette de femme dont seul le haut du visage couronné d'un étrange béret gris lui sautait sous la caresse d'une lumière

diffuse filtrée au travers d'un épais rideau rouge.

Le père était mort voici une dizaine d'années, et la mère attendait en recluse. Impotente et omnipotente. Le frère et la sœur vivaient là. On les eût pris pour mari et femme si les trop longs célibats ne marquaient les visages et ne laissaient affleurer au bord des mots simples échangés sur le pas d'une porte des relents d'amertume et d'envie. On eût pris leurs disputes pour les chamailleries d'un vieux couple si l'aigreur et la haine qui en sourdraient ne montraient que seule l'impérieuse présence au bout de la table d'une indivisible référence liaient encore ces deux êtres devenus étrangers.

La fille aussi avait appris à vivre en recluse et les lunettes noires qui cachaient ses yeux malades la coupaient plus sûrement du monde que les murs d'une maison. Sa mauvaise vue la contraignait à garder un air penché et le négligé de sa gabardine bleu pétrole aggravait le malaise des quelques personnes qu'elle rencontrait chaque matin sur la route du cimetière où son père reposait.

C'est pendant l'été que la mère mourut. L'employé municipal qui vint préparer le caveau remarqua un sac en plastique dans la profonde haie de troènes qui doublait à cet endroit le mur d'enceinte. Il y découvrit un mouchoir de femme, un verre et une bouteille de vin entamée. La pitié et la piété ne sont-ils pas des mots étrangement proches ?

MEIN-HARZ (JALONS)

La revue théorique de l'U. D. B.

LE N° 8 EST PARU :

L'AGRICULTURE BRETONNE DEPUIS 15 ANS

Encore disponibles :

N° 2 Nationalisme et luttes de classes (1)	10F
N° 3 Nationalisme et luttes de classes (2)	10F
N° 4 Lutte politique, luttes culturelles (1)	10F
N° 5 Lutte politique, luttes culturelles (2)	10F
N° 6 Autonomie et socialisme (1)	10F
N° 7 Autonomie et socialisme (2)	10F

Commandes (+1,70F pour envoi) à U.D.B. B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX

A SAINT-NAZAIRE,

Le 15^e Congrès de l'U.D.B.

Le Peuple Breton/A. Le Gal



POUR son quinzième congrès, c'était la première fois que l'Union Démocratique Bretonne se réunissait en Loire-Atlantique. La maison du Peuple de St-Nazaire a ainsi abrité, pendant trois jours, les 5, 6 et 7 avril les quelques 150 délégués mandatés par les 13 fédérations de l'UDB. Se réunir à St-Nazaire n'était pas sans signification: l'UDB voulait ainsi marquer une fois encore sa volonté de voir respecter l'unité des cinq départements bretons; elle signifiait aussi son intérêt pour les luttes des travailleurs de Bretagne: depuis des lustres, St-Nazaire en est un symbole de première grandeur, et, lors de la réception du congrès par la municipalité, c'est un aspect qui n'a pas manqué d'être évoqué...

«Un bon congrès»; cette remarque qu'a faite plus d'un participant ne cherchait pas à masquer la difficulté et parfois l'âpreté de trois jours de discussions. Ce n'est pas particulièrement facile, en ce moment d'être militant de gauche, et l'UDB n'échappe pas entièrement au climat général, même si sa structure de parti breton et son optique autonomiste lui permettent de mieux résister à la morosité. Le but recherché n'était d'ailleurs pas une unanimité de façade; la lutte de nature décolonisatrice que mène l'UDB impose l'émergence en Bretagne d'un «bloc progressiste» au sein duquel plusieurs options peuvent coexister «du fait de la convergence d'intérêts entre les travailleurs et certaines catégories des couches moyennes qui, à des degrés divers subissent la domination du capital et la surexploitation coloniale.

Dans cette optique il est fondamental d'éviter le piège du durcissement idéologique, qui rétrécissant notre base de classe, nous couperait d'une partie

importante du peuple breton, mais il est tout aussi nécessaire de rester vigilants face aux dangers de dérive réformiste.

Cependant, faire apparaître la potentialité d'un bloc progressiste ne suffit pas à le faire exister. L'U.D.B. doit concrètement prendre en charge la défense des intérêts des diverses composantes de ce bloc et en premier des travailleurs».

Pas d'alignement

S'il est un domaine, cependant, où l'U.D.B. a fait preuve d'unanimité, c'est celui des rapports avec les forces de gauche: pas d'alignement sur l'un ou l'autre des deux grands partis de gauche; pas de recherche d'une équidistance mécanique, mais une politique pleinement autonome, préservant l'entière liberté de critique.

«L'U.D.B. doit poursuivre la politique d'Union des forces de gauche quelles que soient les difficultés conjoncturelles. L'U.D.B. se doit de contribuer dans la mesure de ses possibilités à la prise du pouvoir par les forces de gauche dans l'hexagone, mais elle n'a pas à se maintenir mécaniquement à égale distance entre les différents partenaires. L'U.D.B. doit poursuivre et maintenir l'Union, la développer là où c'est possible. Si l'U.D.B. contribue à l'éventuelle prise de pouvoir par les forces de gauche, c'est en tant que force progressiste spécifique à la Bretagne, ayant un projet propre.

En Bretagne, l'U.D.B.

«propose la poursuite des actions avec le P.S. et (ou) le P.C.F., en particulier dans les municipalités d'Union de la gauche.

Cette action avec le P.C.F., le P.S. et éventuellement d'autres formations de gauche, n'empêchera pas l'U.D.B. de critiquer les insuffisances de ces

organisations et de répliquer aux attaques concernant le parti et ses autres positions. L'U.D.B. n'a pas à faire de complexe en Bretagne vis-à-vis des autres formations de gauche et ne doit pas hésiter à avancer ses propres propositions de manière à bien apparaître, dans les deux ans à venir, comme une des grandes composantes de la Gauche en Bretagne».

Ce projet autonome dont parle l'UDB elle le fonde sur une analyse de la société bretonne et de son évolution récente, son intégration dans le système capitaliste européen, depuis les années 50, et le contexte de crise depuis 1974.

«Si la notion de sous-développement est aujourd'hui à relativiser (les techniques de l'agriculture, de la pêche, de l'industrie ne sont pas en retard) la colonisation demeure (sous-rémunération, dépendances vis-à-vis de l'extérieur).

D'autre part, le schéma de la «colonisation» de la Bretagne ne s'applique pas à chacun des secteurs d'activité avec la même rigueur».

Entre 1950 et le début des années 70, «L'agriculture reste, la première richesse de la Bretagne, son état de domination s'explique aujourd'hui davantage par la politique communautaire européenne (par les mécanismes monétaires et les approvisionnements en protéine) émanations des trusts — que par la présence sur place des capitaux étrangers. Si le type de développement agricole qu'a connu la Bretagne a été à l'origine impulsé par quelques trusts, français, multinationaux, ces derniers ont été largement relayés par le capital local, qu'il soit privé ou coopératif. De cette manière l'industrie agro-alimentaire a connu un développement partiellement autonome.



En haut : unanimité en Cornouaille.

En bas : les représentants des Peuples Opprimés d'Europe.



LE NOUVEAU BUREAU POLITIQUE DE L'U.D.B.

Le congrès de l'UDB a élu le nouveau bureau politique chargé de conduire le parti pendant les deux prochaines années. Il y avait 18 candidats, 15 ont été élus. Ce sont :

Paul Dréau, fédération de Rennes
 Jean-Christophe Cassard, fédération de Loire Atlantique
 Loïc Cauret, fédération de Rance-Penthièvre
 Loeis Cleac'h, fédération de Cornouaille
 Jacques Debos, fédération du Pays de Morlaix
 Michel Demion, fédération du Pays de Lorient
 Patrick Dorval, fédération du Pays de Lorient
 Pierre Fourel, fédération de Brest
 Michel François, fédération de Loire Atlantique
 Daniel Gilles, fédération du Haut-Vannetais
 Patrick Gouez, fédération du Bas-Léon
 Herri Gourmelen, fédération de Rance-Penthièvre
 Hervé Grall, fédération de Brest
 Jean Guéguénat, fédération de Brest
 Hervé Latimier, fédération de Cornouaille

Au mois de mai, les fédérations de l'UDB tiendront leurs propres congrès, et les responsables de fédérations viendront alors, de droit, s'adjoindre aux membres du Bureau politique élus par le congrès national.

De plus ont été désignés les responsables des services du parti :

Voix du parti: Herri Gourmelen
 Vie du parti: Michel François
 Moyens du parti: Pierre Fourel
 Publications du parti: Jean Guéguénat.

● Pour la pêche, l'intégration européenne et la politique d'abandon du gouvernement français aboutissent à terme à la liquidation de ce secteur essentiel pour la Bretagne.

● Dans le secteur secondaire; les vieilles industries (chaussures, conserveries, confections...) sont soit liquidées, soit intégrées.

Les usines pirates sont la manifestation en Bretagne de la période de croissance économique des années 60.

Dans le domaine de la métallurgie, si les effectifs sont globalement maintenus, on assiste à la disparition des unités Bretonnes reprises par les grands groupes monopolistes (A.F.O. - Worms, Chaffoteaux-St-Gobin-Pont-à-Mousson, J.J. Carnaud, Continental Can Batignolles-Schneider...).

● Sur le plan social, cette période se caractérise par des luttes offensives souvent dures (paysans) ayant une nette dimension bretonne (Joint Français). Les inégalités inter-régionales constituent alors, incontestablement un des maillons faibles du capitalisme de l'Hexagone.

Depuis 74, la crise du capitalisme a accentué ou modifié certaines tendances.

Le pouvoir giscardien est sans doute, de tous les gouvernements occidentaux, celui qui procède au plus radical redéploiement du capital avec pour conséquence au niveau hexagonal l'abandon de toutes notions de décentralisation.

La crise renforce le processus amorcé par l'intégration européenne :

— les industries traditionnelles disparaissent

— des créations récentes (téléphonie) sont remises en cause

— à terme, des secteurs où les perspectives de profit sont encore intéressantes (automobiles), sont menacés.

En ce qui concerne les secteurs « porteurs » que favorise le pouvoir (chimie, électronique...) la Bretagne ne figure que pour l'implantation de centrales nucléaires coloniales.

Pour le secteur agro-alimentaire, le pouvoir se heurte à une contradiction. S'il est conscient du potentiel que cela représente, il tient à ce que l'accroissement du taux de profit dans ce secteur, n'entrave pas sa politique d'austérité. Déjà il a sacrifié le développement des productions animales (les céréales et les vins n'étant pas touchés par les M.C.M.) au profit de la compétitivité du secteur industriel (...)

Le tourisme enfin reste « la vocation » de la Bretagne. Cependant, la tendance n'est plus aux gros investissements — drainant une épargne plus utile ailleurs — mais à la multiplication des équipements légers (politique des petits ports de plaisance) (...).

La société bretonne évolue

Existe-t-il une bourgeoisie bretonne? L'U.D.B. a toujours avancé qu'il n'existe pas de bourgeoisie nationale bretonne mais une clientèle de l'état capitaliste français. Il

apparaît nécessaire de voir aujourd'hui s'il existe des couches bourgeoises détenant un capital de production et ayant intérêt au développement économique de la Bretagne.

● La bourgeoisie nantaise, après une période de grande ambition (Nantes métropole d'équilibre de l'Ouest) s'est fondue dans la bourgeoisie française et a perdu toute autonomie (métallurgie, industries alimentaires intégrées par les multinationales).

● Dans la branche prépondérante du secteur secondaire, bâtiment et travaux publics, on peut parler d'émergence d'une bourgeoisie bretonne. Mais le freinage de

PARMI LES DÉCISIONS...

En matière culturelle

Un projet autonome en Bretagne aura une dimension culturelle fondamentale. La libération du Peuple Breton passe par la prise en charge de sa revendication culturelle par l'U.D.B. la Présence de l'U.D.B. dans les organisations culturelles, en particulier dans le F.C.P.B. est importante et doit continuer à l'être. L'action des camarades s'appuiera sur une réflexion collective sur le problème culturel qui sera organisé dans l'année qui suit le congrès.

En matière de défense

L'U.D.B. ne peut faire l'économie d'un débat de fond sur les problèmes de la défense, le refus de l'arme nucléaire ne suffisant pas comme position. Elle constate que la politique de détente ne fait que masquer la course aux armements qui ne s'est jamais arrêtée entre les deux blocs. Cette politique de détente a jusqu'ici permis d'éviter les conflits majeurs, mais ne résoud rien, pour l'avenir. Aussi l'U.D.B. qui condamne l'expérience de la force de frappe française, soutiendra-t-elle tout effort au niveau des états et gouvernements en vue de conclure dans les plus brefs délais la négociation en cours sur la limitation et la cessation de la course aux armements. Les peuples opprimés doivent constituer à cet effet un moyen de pression.

Les présidentielles

L'U.D.B. décide

a) de participer à l'élection présidentielle,

b) d'engager dès la fin du congrès, des négociations avec les organisations progressistes représentatives des peuples de l'hexagone et des TOM-DOM pour aboutir à une candidature commune.

Le Peuple Breton/B. Péran



Jacques L'Héritier, conseiller municipal U.D.B. de St-Nazaire, lors de la réception du Congrès à l'Hôtel de Ville.

l'urbanisation (fin des ZUP) la réduction des crédits pour la construction et les gros équipements (Plan Routier Breton) a provoqué en 5 ans l'élimination de cette bourgeoisie: (Marc, Rohou... Ducassou dernièrement).

● L'évolution de l'agriculture a entraîné l'apparition d'une couche dominante: parallèlement est apparue une bourgeoisie de l'agro-alimentaire (Doux, Tilly...). Opposés au niveau local, leurs intérêts convergent au niveau de l'hexagone et de la C.E.E. avec ceux des petits agriculteurs et des salariés de l'agro-alimentaire. Cette convergence est apparue lors de la lutte contre les M.C.M. (manifestation de Pontivy). La nouvelle loi d'orientation agricole favorise les grands groupes financiers bien plus que les couches dominantes de l'agriculture. Les circuits financiers qui contrôlent cette bourgeoisie bretonne sont mis sous surveillance (affaire du C.M.B.) et l'élection de Gourvennec à la tête du Crédit Agricole du Finistère constitue sans aucun doute une réaction de défense.

Enfin, la politique tarifaire de la SNCF, bien plus pénalisante pour l'économie bretonne qu'en 1962, cristallise aujourd'hui les inquiétudes des couches dominantes du secteur agro-alimentaire qui constitue un «lobby» de plus en plus influent dans les instances de la région de programme.

En conclusion, si globalement les couches bourgeoises bretonnes lient leurs intérêts à ceux de la bourgeoisie française, le danger d'un regain du régionalisme de droite (style CELIB) voire du nationalisme de droite (style MOB) est possible. Deux manifestations dévoyées de la revendication bretonne que le parti a toujours combattues.

La paysannerie:

L'agriculture est devenue en Bretagne un champ d'action privilégié pour les firmes et le capitalisme.

Pour la paysannerie, cette pénétration du capitalisme se traduit par une domination en amont comme en aval.

La paysannerie est aujourd'hui plus nettement diversifiée et la lutte des classes la traverse plus qu'hier. Une bourgeoisie agraire s'est développée, assez peu nombreuse mais influente (chambres, organisations professionnelles. Crédit,

voire syndicalisme). A côté de la petite paysannerie sacrifiée par le pouvoir et représentée par endroits par le MODEF, il y a en Bretagne un courant radical anti-capitaliste, les paysans travailleurs, mais c'est finalement plus à l'intérieur des F.D.S.E.A. qu'apparaît la contradiction principale entre les deux orientations, le courant libéral, capitaliste, pro F.N.S.E.A. et le courant progressiste, majoritaire par endroits, mais au caractère anti capitaliste plus ou moins affirmé.

La classe ouvrière:

La nature et l'âge des industries déterminent des nuances importantes à l'intérieur de celle-ci. Le taux de syndicalisation et la capacité de lutte varient considérablement selon les secteurs.

● Dans la métallurgie, la combativité ouvrière a permis en 1974 d'obtenir notamment la parité des salaires avec la métallurgie parisienne. La crise de l'industrie et de la navale, la politique d'austérité, imposée aux travailleurs des arsenaux, ont provoqué des conflits durs depuis 1975 afin de maintenir les acquis voire de sauver l'outil de travail (SICNA).

● Dans les vieilles industries (conserve, chaussure) la classe ouvrière confrontée à la liquidation de l'outil de travail, est sur une position défensive, doit soutenir une guerre d'usure.

● Les caractéristiques de la classe ouvrière dans les industries nouvelles (agro alimentaire), les industries pirates et une grande partie du bâtiment, sont la jeunesse, l'origine rurale (nombre important d'ouvriers paysans) la conscience ouvrière floue... Le début de conscience ouvrière s'exprime par des conflits parfois durs (Doux-Pédrernec-Unaco) mais souvent sans lendemain.

Dans le contexte de démobilisation consécutif à la rupture de l'Union de la gauche et à la crainte face à l'avenir, les élections prud'homales ont constitué un signe encourageant de maturité de la classe ouvrière, sans doute aussi la désignation des syndicats comme recours face à des partis défaillants.

Les classes moyennes:

Si certaines catégories sont prolétarisées (employés, personnel de santé, certaines catégories d'enseignants...) si d'autres s'intègrent aux couches bourgeoises (professions libérales, commerçants...) la majeure partie se caractérise par un niveau de revenus moyens et un niveau de scolarisation élevé. Ce sont ces catégories sociales qui ont été plus sensibles aux contradictions spécifiques du système capitaliste en Bretagne (émigration, colonisation culturelle, sous-rémunération, déclassement). C'est dans ces classes petites bourgeoises que se recrutent encore nombre de militants du «mouvement breton» culturel en particulier.

Priorité des priorités: l'emploi

C'est donc en tenant compte de cette analyse, et aussi après avoir longuement discuté de son action passée, de ses succès et aussi de ses insuffisances que l'U.D.B. a pris ses décisions et ses orientations pour les deux années à venir.

Mais quand l'U.D.B. envisage son action dans les différentes catégories sociales, elle le fait avec un préalable : pour qu'un développement quelconque de la Bretagne soit possible, et quel qu'en soit le schéma, il faut que la population, et en particulier la population jeune, ne soit pas érodée par l'exode.

L'U.D.B. réaffirme donc « que la lutte pour l'emploi en Bretagne reste la priorité des priorités. Le mot d'ordre développé par notre Parti « Vivre, travailler, décider en Bretagne » n'a pas encore, il s'en faut porté la totalité de ses fruits, et doit être mis en avant dans toutes nos activités. Notre participation aux luttes qu'on peut qualifier de nouvelles ainsi qu'aux luttes syndicales, doit toujours se décider en fonction de ce mot d'ordre et de cette priorité ».

C'est bien le cas quand est, par exemple, abordée la question nucléaire :

Un projet socialiste autonome ne peut être qu'opposé au choix du nucléaire militaire ou civil.

- problèmes non résolu du retraitement et du devenir des centrales après leur période d'utilisation.

- processus antidémocratique du choix de développement.

- contraintes et dangers pour la pêche et l'agriculture et la population

- abcès policier supplémentaire

- regain de l'impérialisme français pour le contrôle de l'uranium.

D'autre part, le Congrès décide de lancer dans toutes les instances du Parti, un débat sur « les choix de société ».

- choix énergétiques et développement économique

- problèmes de l'environnement

- analyse de l'antagonisme Nord-Sud avec ses incidences en Bretagne, et une remise en cause qui implique un débat au sein du Parti.

Sur des notions non encore explorées telles que le productivisme, étant donné les choix de développement que cela entraîne, le débat doit être lancé à l'initiative du B.P. à l'intérieur de la commission « ÉNERGIE-DÉVELOPPEMENT ».

Parti à part entière, l'UDB s'efforce d'être présente sur tous les terrains de lutte :

Par leur présence dans les organisations culturelles, dans les syndicats ouvriers, paysans et hors production, les militants doivent s'efforcer de démontrer les liens entre les situations particulières et l'analyse globale du problème breton.

Nous devons prendre en compte les autres terrains de lutte représentés par le syndicalisme familial, par les associations de quartier, par les luttes de consommateurs et les combats écologistes en Bretagne. Partout nos militants doivent tenter d'affirmer notre présence et l'originalité sans complaisance de nos choix.

Cette intégration croissante de nos camarades dans les luttes concrètes de notre peuple contribuera à relayer l'action importante de nos élus locaux. Elle contribuera aussi à contrer l'offensive du pouvoir giscardien pour marginaliser des combats qui le gênent, comme le nôtre. Pour lutter contre les dispositions électorales françaises, contre les lois policières, le fichage informatique, la suppression du libre affichage, il nous faut disposer certes de gros moyens financiers nouveaux, mais aussi du maximum de relais de notre action et de nos idées dans tout le peuple breton.

Enfin, la position de l'UDB dans le combat mondial pour le socialisme a été longuement définie :

Le combat de l'Union démocratique bretonne s'inscrit dans le combat anti-impérialiste et de ce fait, il nous faut rappeler :

- que l'existence des pays socialistes est pour nous très importante, malgré les divisions ; l'aggravation récente des intérêts d'état et l'apparition de tendances hégémoniques qui nuisent aux intérêts du camp anti-impérialiste ;

- que les pays sous-développés prennent une place grandissante dans ce combat afin d'imposer des rapports mondiaux fondés sur plus de justice ;

- que dans les pays capitalistes les travailleurs exploités luttent avec leurs organisations démocratiques et socialistes, même si le mouvement ouvrier n'échappe pas à certaines contradictions et divisions

graves qui nuisent à son efficacité.

L'U.D.B. est une force progressiste d'un peuple située sur le territoire de l'une des puissances de l'Occident capitaliste.

- L'internationalisme de l'U.D.B. doit se traduire par une constante dénonciation de la propagande des médias et de la presse bourgeoise, tendant à faire oublier les responsabilités du système capitaliste et donc des puissances occidentales, notamment les U.S.A. dans le sous-développement des pays du Tiers-Monde et l'exploitation de ses travailleurs, le pillage de ses ressources naturelles.

La domination du système capitaliste sur les peuples du Tiers-Monde implique objectivement la recherche par les mouvements de libération de ces peuples de l'appui et du soutien des pays socialistes.

L'aide apportée ne doit en aucun cas servir d'alibi à une « prise en charge directe » de la libération de ces peuples par le camp socialiste, c'est-à-dire à une politique hégémonique.

Le rôle historique joué par l'expérience socialiste de l'URSS ne doit pas empêcher l'U.D.B. de rester vigilante sur les implications de la croissance du poids de l'économie de l'URSS sur certains marchés internationaux (céréales, or, pétrole, gaz, pêche...) ainsi que sur l'évolution de la société soviétique.

L'U.D.B. maintient le principe d'une solidarité sans exclusive avec tous les pays engagés dans l'édification du socialisme et avec toutes les forces luttant pour le socialisme.

Toutefois, le parti se réserve le droit de dénoncer les atteintes aux libertés individuelles et collectives dont se rendent coupables certains états socialistes, d'entamer également une critique de la forme totalitaire qu'ont prise trop de régimes socialistes.

La crédibilité internationale de l'U.D.B. en tant que force progressiste d'un peuple d'un des grands états du monde capitaliste lui impose un extrême vigilance :

- sur la politique impérialiste de l'État français dans les DOM-TOM et en Afrique et ce d'autant plus que plusieurs unités d'intervention militaire sont basées en Bretagne.

- sur le respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'Internationalisme de l'U.D.B. doit se concrétiser en priorité par la solidarité active avec les organisations progressistes des peuples opprimés d'Europe occidentale.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

POUR LA FÊTE DU PEUPLE BRETON

La Fédération de Paris de l'U.D.B. organise pour la Fête du Peuple Breton qui aura lieu à Brest les 14 et 15 juin 1980 un voyage en car Paris-Brest-Paris. Départ le 13.06.80 de Paris Porte d'Orléans esplanade Mal Leclerc à 20 h. Retour le 15.06.80 21 h. Prix de Places : 180 F aller-retour y compris l'entrée pour les deux jours. Réservations : Quemener : 941.81.90 ou auprès d'un militant UDB proche de vous.

GUERRE D'EXTERMINATION EN ERYTHREE

Les soubresauts meurtriers de la Corne de l'Afrique apparaissent quelquefois à la une de l'actualité. Mais à l'exception d'événements spectaculaires comme la guerre de l'Ogaden, ou les famines éthiopiennes, ou le problème des réfugiés en Somalie et au Soudan, rares sont les informations qui permettent de connaître la vérité et de savoir exactement ce qui s'y passe.

Un Brestois, Gilbert Gasparutto, a eu récemment l'occasion de participer à une mission d'assistance chirurgicale à l'intérieur des maquis érythréens. L'Erythrée, c'est le type même de la guerre oubliée, ignorée, par manque d'information, et parce qu'il y a une véritable conspiration du silence autour de ce combat de libération national. C'était donc une raison supplémentaire pour faire le point, et c'est pourquoi nous avons demandé à Gilbert Gasparutto de nous parler de l'Erythrée.

René Abaléa.

Quelle est la situation aujourd'hui telle que tu as pu la voir ?

La guérilla érythréenne est en train de reprendre l'offensive aujourd'hui, et semble marquer des points. Ceci est dû à plusieurs facteurs : d'abord entre le Front de libération de l'Erythrée (F.L.E.) et le Front populaire de libération de l'Erythrée (F.P.L.E.), les relations, qui étaient jusqu'ici très tendues, se sont beaucoup améliorées, ce qui veut dire une collaboration politique et militaire directe. Ensuite, on assiste du côté éthiopien à un certain pourrissement : difficultés politiques, économiques et militaires (mutineries, désertions) également dues à la situation internationale.

On peut faire un retour en arrière, et revenir à 1978, où les Ethiopiens avaient lancé de très grandes offensives, qui s'étaient traduites par un recul des Erythréens, à différents niveaux : ils avaient perdu notamment l'ensemble des villes. Depuis cette période, un grand effort de réorganisation est fait dans les zones contrôlées par le F.L.E. et le F.P.L.E. Et on peut parler réellement, aujourd'hui, de contre-offensive érythréenne.

Quelle est l'aide reçue de l'extérieur ?

Il faut faire là aussi un retour en arrière. Lorsque la guérilla érythréenne a commencé au début des années 60, elle a été accueillie avec sympathie par les pays du bloc socialiste, notamment l'URSS, les Erythréens étant en effet le symbole de la rébellion contre le pouvoir du Négus soutenu et entretenu par les Américains.

*Sous les bombardements
une guérilla gênante
pour tout le monde.*



Le Peuple Breton/G.G.



Le Peuple Breton/G.G.

Lorsque la junte militaire du colonel Mengistu eut pris le pouvoir en 1975, elle s'est prononcée pour un socialisme coloré de fédéralisme et à partir de ce moment, le soutien total de l'URSS puis de Cuba lui fut acquis. Mais les révolutionnaires érythréens furent très vite taxés de « réactionnaires petits-bourgeois voulant faire sécession » et « allant contre les intérêts du socialisme éthiopien ». Depuis, les Erythréens sont très isolés, leurs options politiques leur interdisant des alliances contre-nature avec les États Unis par exemple. Ils trouvent uniquement un soutien matériel et humanitaire auprès de quelques pays arabes, et de façon très inégale, comme l'Arabie Saoudite, l'Irak, la Syrie et le Koweït.

Pourquoi les Erythréens ont-ils pris les armes et que réclament-ils ?

Il faut dire d'emblée que le peuple érythréen a toujours constitué une entité spécifique avec sa culture, son histoire, sa personnalité propre, même à l'époque reculée de la colonisation italienne (avant la deuxième guerre mondiale). Lorsque les Alliés eurent réinstallé le Négus sur le trône, juste après la guerre la question de l'Erythrée fut portée à l'ONU ; trois positions étaient en présence : l'indépendance pure et simple, que réclamaient les porte-parole Erythréens, et qu'appuyait l'URSS à l'époque, l'annexion directe à l'Ethiopie, soutenue par les Américains, et enfin une

→
solution intermédiaire, qui fut adoptée, que l'on pourrait appeler fédéraliste. Cette troisième solution promettait donc une certaine autonomie à l'Erythrée, qui se voyait doter d'un parlement, d'une police, et d'un gouvernement avec des attributions relativement étendues. Cette solution bien entendu, vu la très forte pression centraliste du gouvernement du Négus, fit long feu. A la fin des années 50, cette pseudo-autonomie est devenue inexistante dans la pratique, et les mesures de répressions contre toute velléité nationaliste commencèrent à prendre de l'ampleur. C'est dans ce contexte que débute de façon très floue et très inorganisée les premiers foyers de guérilla.

Je crois qu'il y a eu des divergences, et même une guerre entre les deux fronts de libération ?

Je parlais à l'instant de ces premiers foyers de guérilla qui ont commencé dans le début des années 60. Il faut bien reconnaître que ces groupes armés avaient une idéologie très floue ayant, surtout au début, des pratiques qui s'apparentaient plus à du brigandage qu'à une lutte de libération nationale. Peu à peu, cependant, la situation s'est clarifiée et la revendication d'indépendance totale et sans concession, a pris de plus en plus de force. Ce qui a coïncidé avec la création du Front de libération de l'Erythrée (F.L.E.).

On a assisté, dans le cas de l'Erythrée, aux débats qui ont eu lieu dans la plupart des mouvements de libération nationale de l'époque (Afrique, Palestine, etc...) à savoir que très vite, une partie du mouvement ne se satisfait plus de la stricte revendication de l'indépendance et a posé le problème en termes de révolution sociale. On en arrive alors à la création du Front Populaire de libération de l'Erythrée (F.P.L.E.) très minoritaire au début, mais qui, semble-t-il, a très vite drainé les intellectuels progressistes et de ce fait, a pu s'assurer assez rapidement une audience réelle face au F.L.E.

La scission s'étant faite dans des conditions très dures, avec les divergences profondes que cette session impliquait, c'est très vite que l'opposition s'est faite les armes à la main. On a vu alors des batailles rangées entre F.L.E. et F.P.L.E. faisant plusieurs centaines de morts. (500 morts selon le chiffre officiel) sous le regard très intéressé de l'armée éthiopienne; celle-ci, était assez peu présente encore à cette époque, car c'est depuis l'arrivée au pouvoir de Mengistu que l'on peut parler vraiment de guerre totale. Cette situation heureusement n'a pas duré, et il est très intéressant de noter que si les choses se sont normalisées assez vite, c'est sous la pression très directe de la population érythréenne. Celle-ci voyait d'assez loin l'enjeu du conflit, et dans beaucoup d'endroits, ce sont directement ses représentants qui ont réussi à négocier l'arrêt de cette lutte fratricide.

Où en sont-ils maintenant ?

Je vais te répondre de façon assez générale. En fait, les conditions de la guerre étant très dures, et la durée de mes deux séjours étant assez courte, ce qui ne m'a pas permis de mieux recouper les informations que j'avais. Il semble que le

F.P.L.E. soit relativement bien structuré au niveau militaire (moyens importants, armement lourd, etc...) mais beaucoup plus limité au niveau géographique (région montagneuse, le long de la mer, du Soudan jusqu'aux villes d'Asmara et de Masawa). Les options politiques plus radicales du F.P.L.E. (qui se définit par rapport au marxisme) ont une traduction concrète dans l'organisation sociale, politique et économique des zones qu'il contrôle (éducation, agriculture). Le F.L.E. par contre se définit toujours comme nationaliste; il contrôle une étendue de territoire beaucoup plus importante (bande Danakil, très au sud), et si ses moyens militaires semblent plus faibles et moins concentrés, il compense sa relative faiblesse en moyens militaires par le contrôle politique d'une zone beaucoup plus étendue.

Toi qui as séjourné là-bas, qu'est-ce que tu penses de cette guérilla ?

On a souvent dit qu'une lutte de libération, c'est un homme en armes derrière chaque arbre et chaque repli de terrain. Je crois que c'est très vrai. C'est une impression très forte de voir l'ensemble de ce pays défendu par l'ensemble de la population. Bien sûr, tout n'est pas idyllique, la population civile est bien souvent aux premières lignes (lors

des famines, et des bombardements). Bien sûr, aussi, les forces de guérilla ont des problèmes en suspens. L'impression dominante est quand même celle d'une motivation très grande. D'un courage, aussi, dont il faut parler. Je crois que sans exagérer on peut parler pour l'Erythrée de guerre d'extermination, comme au Cambodge, ou ailleurs, mais celle-ci se passe dans l'indifférence générale.

J'ai vécu peu de temps peut-être, mais du moins très intensément, avec les Erythréens, et il est indéniable que leur combat est légitime, il est indéniable que c'est un peuple à part entière, avec une culture très vivante, des traditions originales, et une motivation commune, l'indépendance.

Les Erythréens sont conscients qu'ils peuvent tenir face aux Ethiopiens pendant très longtemps, mais ils savent aussi que devant les moyens fantastiques qu'il ont en face d'eux (Migs, rockettes, napalm, bombes à billes) ils ne peuvent pas l'emporter militairement. Très souvent, dans les discussions, ils ont insisté sur la nécessité de faire connaître leur lutte, car ils savent bien que leur victoire sera essentiellement politique, et ils insistent pour que leur combat soit connu et soutenu.

EN PRISON POUR UNE THÈSE !...

L'Espagne nouvelle n'a pas éliminé toutes les séquelles du franquisme. En témoigne l'histoire de Jokin Apalategi, qui vient d'être mis en prison pour avoir publié... une thèse de sociologie.

Jokin Apalategi, né en 1943 à Ataun, province de Guipuzcoa (dans l'État espagnol), licencié en Philosophie, diplômé de l'École Pratique des Hautes Études docteur en Sociologie, co-auteur des ouvrages, « La répression en Pays Basque » « Marxismo eta nazional arazoa Euskal Herrian » (Marxisme et question nationale au Pays Basque), « Sei idazle plazara » (Étude littéraire critique) « Askatasunaren Ibilaldia » (Marche de la Liberté) et auteur des ouvrages, « Burnitik » (Poèmes) et « Los vascos de la Nacion al Estado » a été frappé d'une mesure de « prison provisoire inconditionnelle » (sic) à cause de ce dernier ouvrage, le gérant de l'Édition Elkar à Saint Sébastien, JOSEBA JAKA, quant à lui, a dû payer une caution de 150.000 pts. pour obtenir sa liberté provisoire, en attendant un procès par lequel ils risquent six ans de prison, tous les deux.

« Los vascos de la Nacion al Estado » ouvrage traduit du français « Nationalisme et question nationale au Pays Basque (1830-1876) », auparavant édité à Bayonne en décembre 1977 et toujours légal en France, avait servi dans le cadre de l'Université de Paris pour l'obtention de divers titres universitaires de l'auteur.

Une première avance de l'ouvrage sous le titre « Nationalisme et question nationale au Pays Basque » fit l'objet du diplôme en Sciences Sociales à l'École des Hautes Études et lui valut le titre de « diplômé » sur l'avis de Monsieur Alain Touraine et Messieurs C. Haupt et Meyriat, commissaires responsables.

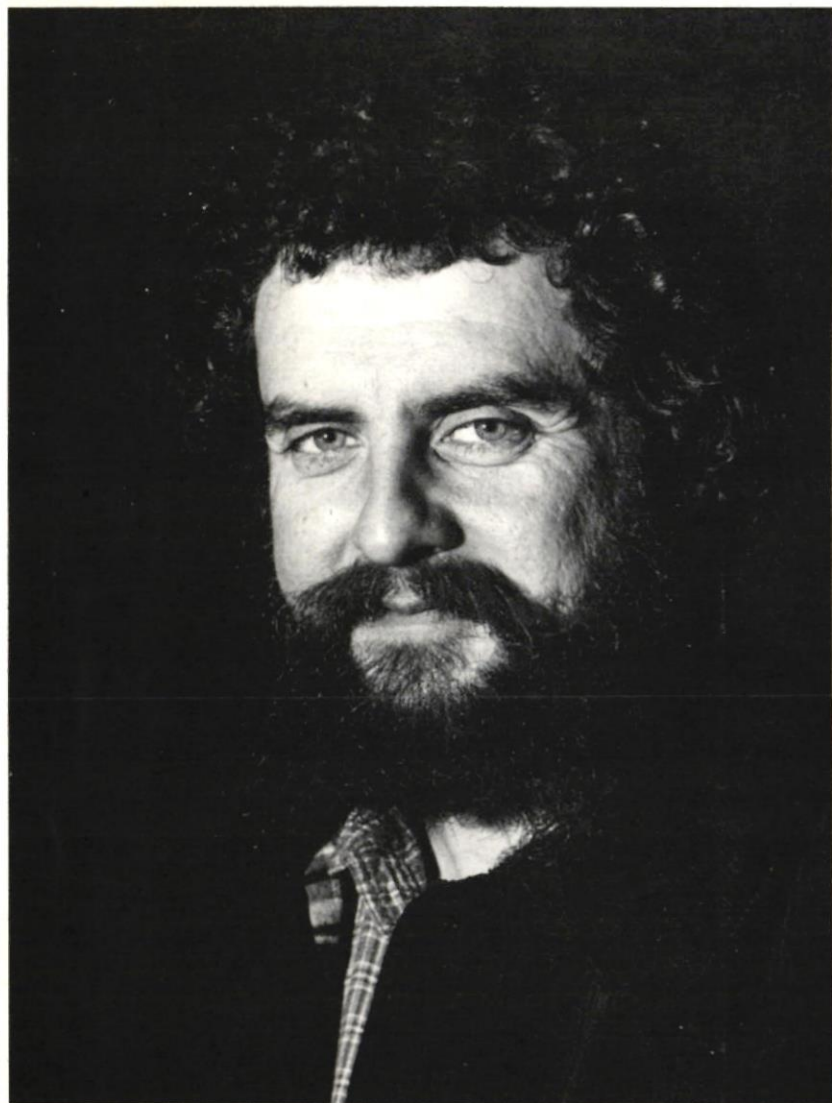
Un développement ultérieur de l'ouvrage et plus approfondi sous le titre « Nationalisme et question nationale au Pays Basque (1830-1976) » a valu à l'auteur le titre de « Docteur en Sociologie à l'Université de Paris VIII », sur l'avis de Monsieur Paul de Gaudemar, directeur de thèse et de Messieurs Pierre Vilar et Nicos Poulantzas, membres du jury.

« Los vascos de la Nacion al Estado » dans sa version espagnole fut édité en avril 1979 à Saint Sébastien. Avant de commencer sa diffusion l'éditeur avait envoyé les exemplaires de rigueur au Ministère de la Culture à Madrid pour être censuré. Après avoir respecté le délai réglementaire exigé par la loi, et n'ayant reçu aucune contre-indication, la diffusion fut assurée. A quelques jours de la mise en vente et à l'occasion de la journée du livre en Espagne, la Corporation des Libraires de la province de Guipuzcoa récompensait l'ouvrage avec le prix « Euskadi de Plata », comme le livre le plus vendu de la foire. Seulement la dernière semaine du mois d'octobre 1979 la police est passée chez l'éditeur pour signaler l'interdiction de l'ouvrage et la saisie des exemplaires qui restaient au dépôt de l'éditeur. Et finalement, le 24 janvier 1980, l'on vient d'apprendre l'inculpation ci-dessus signalée.

Plusieurs personnalités basques lancent un appel pour la liberté de Jokin Apalategi, en particulier aux chercheurs, aux intellectuels, aux universitaires, en leur demandant « de ne pas réserver leurs protestations pour les lointains accords de Helsinki, les Kaboul, les Sakharov... Ici, tout près de chez nous, dans les régions où vous passez peut-être vos vacances, il y a aussi de nombreux petits goulags »

On peut envoyer sa protestation à: IKAS 15, rue Port-Neuf, 64100 Bayonne.

SUR UN AIR DE SERVAT, SEEGER, A. GUTHRIE, R. ET L. THOMPSON



Phonogram/Delorme

Gilles Servat: «L'or et le cuivre»
(Kalondour, 9101 878 dit Phonogram).

Tant attendu, il est enfin là. Vous allez pouvoir découvrir un Gilles Servat chantant l'amour aussi bien que la lutte, mettant une fois de plus toute sa personnalité et sa sensibilité à interpréter des textes puissants emprunts tout à la fois de poésie et de colère.

Dans la première longue chanson de ce nouvel album «L'Or et le Cuivre» Gilles a la voix grave et chaude, les touches classiques de la musique précisent les images qui affluent.

«... on a des menottes de cuivre qu'on prend pour des bracelets d'or...»

Deuxième titre «Les embrasser»: alors là, les mots vont me manquer pour évoquer tout l'amour, toute la douceur, tout le respect, toute la nostalgie que cette chanson transporte. C'est une des plus belles chansons que Gilles ait jamais écrites. A vous en donner le frisson, mon «Amour de fin d'été» est la dernière

chanson de cette première face: Gilles en signe les paroles et la musique ainsi que celles des deux précédentes. Pour parfaire cette douce unité il aurait fallu ajouter «Etrange douceur» un poème de René Guy Cadou que Gilles interprète sur la face 2, entre deux poings levés. Le premier: «Pouvoir» où Gilles ne fait, comme à son habitude, aucune concession. Le deuxième dans «Atome, sweet Atome», où il manie un humour caustique accentué par une musique pompier à souhait. Pour terminer Gilles règle un vieux compte avec le maire de Moulins qui par ses propos lui avait laissé un goût trop amer d'injustice, voire d'abus de pouvoir.

Sans tomber dans l'excès, et sans vouloir marquer Gilles d'une nouvelle étiquette, j'aurais aimé entendre 7 chansons de la trempe de celles de la première face. Cela ne veut pas du tout dire que les chansons qui revendiquent ne sont pas importantes! Au contraire mais de la douceur on en a vraiment besoin en ce moment.

Pete Seeger, Arlo Guthrie. «Together».
(Reprise. 64023. dist. WEA).

Cela faisait 35 ans que Pete n'avait pas joué avec un Guthrie. La dernière fois c'était avec Woodie! L'idée de plusieurs concerts avec Arlo n'a donc pas du être sans émotion. L'amitié, la complicité qui se dégagent de cet enregistrement en témoignent. Le style «traditionnel» acoustique est toujours présent avec «Yodeling», «Déclaration of indépendance», «Golden Vanity», «Lonesome Valley», et «Stealin» accompagné d'un piano bastringue.

Mais la chanson contemporaine engagée a aussi sa place «Estadio Chile» de Victor Jara, «Don't think Twice it's allright» de Bob Dylam et le «Joe Hill» que chantait Joan Baez à Woodstock et à... Lorient. L'ambiance folk est sympathique et chaleureuse, et même si ça ne fait pas frémir les enrégés du rock, notons que Pete et Arlo s'attachent à chanter aussi, une autre génération qui sans techniques et sans décibels criait des textes aussi importants que ceux d'aujourd'hui.

Rihard et Linda Thompson.
«Sunnyvisia» (Chrysalis. CHR 1247.
dist. Phonogram)

A défaut de vous parler de leur précédent album («First Light») je vous présente aujourd'hui «Sunnyvisia», un très riche album, dynamique, malicieux et ne manquant pas d'humour, si l'on en croit la pochette.

Les compositions sont variées, les arrangements plein de recherches ne serait-ce que pour les apparitions en «filigrane» de l'accordéon.

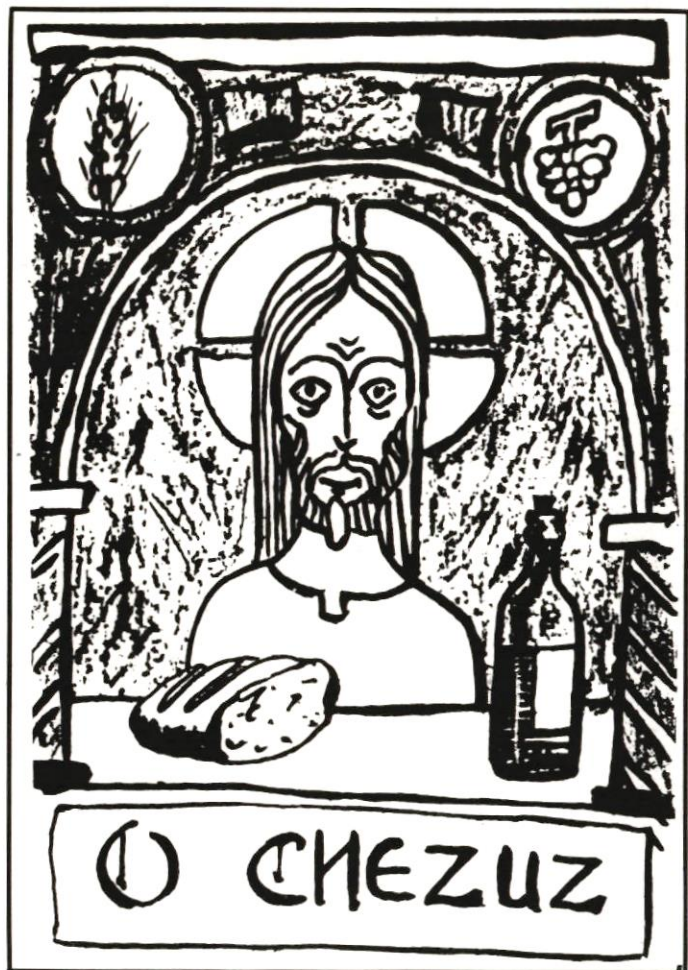
Entourés de nombreux musiciens, donts ex-Fairport comme Dave Pegg et Simon Nicol, qui pour sa part effectue un très beau jeu à la guitare acoustique dans «Saturday Rolling Around», R.L. Thompson s'affirme de plus en plus comme héritiers d'un folk-rock électrique que la «new-wave» et la variété n'ont pas tué.

BELGE, MAIS PAS INCONSCIENT

Entendu sur France-Inter, le 12 avril, cette remarque d'un Belge d'expression française:

«Nous ne voulons pas être comme certains extrémistes Belges-Francophones, c'est-à-dire vouloir le rattachement de la Wallonie à la France, car nous, nous sommes une entité culturelle propre. Puis je pense aussi que à ce moment là, se poseraient pour nous les mêmes difficultés qui sont posées à la Bretagne et à la Corse. Régions qui semblent avoir bien des problèmes».

Les ambitions du « Teatr-penn-ar-bed »



Affiche pour
« *mistère-bouffe* »

Le Théâtre breton peut-il avoir une autre dimension que celle du théâtre populaire? Peut-il se nourrir à d'autres sources qui soient plus littéraires voire plus savantes? L'expérience du « Teatr brezhoneg Penn-ar-Bed » semble avoir cette ambition? Du théâtre d'auteur au « au *mistère-bouffe* », le choix est large. Roger Le Lann, le nouveau responsable de la troupe, s'explique ici :

« Depuis 1974, date de sa création par Rémi Derrien, la troupe s'appelait C.D.U.B., c'est-à-dire Centre Dramatique Universitaire de langue bretonne, pour la différencier du C.D.U. (Centre Dramatique Universitaire de langue française) car l'équipe de théâtre en breton est née à la Faculté des Lettres de Brest. Aujourd'hui, la troupe s'intitule « Teatr brezhoneg Penn-ar-Bed » car nous sommes sortis de la sphère universitaire. Nous travaillons avec le théâtre du Bout du Monde de Rennes. Nous animons en plus une troupe bretonnante avec les étudiants de la Faculté des Lettres de Brest. Ce groupe d'étudiants va jouer cette année « La demande en mariage » de Tchekov. En Breton, naturellement. On va d'ailleurs présenter ce spectacle au PAC de Brest le 11 juin prochain. Il y a une autre troupe de jeunes, des adolescents cette fois, qui jouera, elle : « Ar Schmilblik ». Ils doivent aussi monter la pièce de Jackez Hélias « Penaoz ur Breizhiad e tenas da vezañ Roue Bro-Saoz ». Ces deux troupes constituent des clubs de théâtre amateur, et les meilleurs éléments de ces deux troupes rejoignent ensuite les rangs du « Teatr

Brezhoneg Penn-ar-Bed » qui continue lui sur sa lancée, avec le but de devenir un jour une troupe professionnelle en breton, grâce à la participation de Guillaume Kergourlay, du théâtre du Bout du Monde de Rennes pour la mise en scène, et aussi grâce à de nombreux stages d'art dramatique.

« Bitek », crée en 1979 est toujours à notre répertoire. C'est cette pièce, qui a connu un sacré succès l'an dernier, et qui est passée à la télévision le 22 et le 29 mars dernier. Cette année, notre création sera « O chezuz » qui sera présentée à la fête du Peuple Breton à Brest. « O chezuz » est un *mistère-bouffe*. L'apogée du théâtre traditionnel breton, c'est l'époque des mystères, au XIV^e et XV^e siècles. Des mystères il y en a eu dans toute l'Europe. C'était des représentations de la vie du Christ et de Saints bien connus. C'était un genre très employé en Europe, et en Bretagne, il a connu un succès infiniment plus important qu'ailleurs. C'était une façon pour le peuple breton de se réapproprier la version officielle de la vie de Jésus et des saints. Il repensait à sa manière la vie du Christ.

« O chezuz » est une suite de tableaux, ce qui donne de la variété au genre : sacré, grotesque, comique. On a choisi des thèmes qui revenaient le plus souvent dans les mystères, à savoir : la résurrection de Lazare, les noces de Cana, le défi du Fou à la mort, l'aveugle et le boiteux et Boniface VIII. Toutes ces scènes sont reliées par l'intervention d'un jongleur, avec une partie musicale.

Intellectuels?

« On fait un théâtre d'auteur. Et c'est peut-être parce que la troupe est née à la Faculté des Lettres de Brest qu'on dit ça. On essaye de jouer dans le répertoire de tous les pays : théâtre irlandais, gallois, breton, et maintenant, on pioche dans le répertoire italien. C'est ça qu'on essaye de faire, être capable de jouer en breton n'importe quelle pièce. On a pensé jouer du Sophocle, ou même du Molière ; on le fera d'ailleurs un jour. Et ça, c'est forcément être intellectuel. Mais c'est aussi une façon de montrer que notre langue est un moyen d'expression comme un autre, mais à travers le théâtre. C'est un peu la formule de Gwalarn appliquée au théâtre.

La langue bretonne est pour nous une langue à part entière, il faut donc lui faire passer l'épreuve de la sensibilité des autres civilisations. Elle est utilisable à toutes les fins, que celles-ci soient populaires ou intellectuelles. Le théâtre est notre moyen d'expression. D'autre part, je voudrais dire qu'il n'y a qu'une langue bretonne et nous avons toujours essayé de la standardiser. Grâce au fait que nous avons suffisamment étudié le breton pour pouvoir nous adapter à chaque région où nous donnons notre représentation, le public comprend sans problème. Il suffit de faire attention à tel ou tel mot qui se dit davantage qu'un autre dans tel ou tel endroit, et l'adaptation se fait. Nous sommes en grosse majorité cornouaillais, mais on peut jouer partout, le public suit facilement.

Le public est très chaleureux. C'est le même que celui de Tintin, de 7 à 77 ans. On a même remarqué, qu'on avait des « fans » qui nous suivaient et qui venaient voir plusieurs fois la même pièce. Il y a aussi des francophones qui cherchent, à travers le spectacle à s'imprégner de culture bretonne. Ce qu'on cherche, c'est toucher les gens qui ne sont pas du tout sensibilisés aux problèmes bretons, et par ce biais, nous espérons leur faire prendre conscience de leur personnalité. Et ça marche ! Parce que par le biais d'une bonne soirée où l'on a bien ri, il y en a des choses qui remuent !

A chaque fois qu'on a un nouveau comédien, il trouve drôle que sur scène on ne soit pas avec des sabots, et des coiffes et des chapeaux ronds. C'est terrible ce que le théâtre de Jackez Hélias a donné du théâtre en breton une image un peu « folklorisante ». Mais le public commence à comprendre ce que nous voulons prouver, c'est pour cela que nous voulons à l'avenir, élargir encore notre répertoire à des auteurs très différents les uns des autres, et étrangers.

« On n'a pas trop de problèmes. Bien sûr, il faut beaucoup travailler pour arriver à présenter quelque chose de convenable. Mais côté public, ça répond. On n'a pas de difficulté pour placer notre spectacle. Par exemple, on a refusé 30 représentations l'an dernier. La difficulté que nous avons en ce moment, c'est de recruter des comédiens. Car non seulement, il faut connaître la langue, mais encore il faut savoir jouer, et ça, c'est pas donné à tout le monde. Il n'y aurait pas moyen de lancer un appel dans votre journal ?

Propos recueillis par Alain Kervern.



UNE VOIX POUR LES BERBÈRES

IDIR. C'est un nom que l'on n'a pas oublié à l'U.D.B. Ceux qui étaient à la fête du Peuple Breton 1978 à Morlaix se souviennent de ce petit homme timide, caché derrière des lunettes qui lui mangent la moitié du visage. Il parle d'une voix douce et posée, mais lorsqu'il commence à chanter, sa voix devient chaude et les rythmes des chansons berbères enveloppent totalement le spectateur.

Chanteur engagé Idir ? Il s'en défend. Il ne croit pas aux appels à la révolte, à la violence. Il préfère redonner vie à sa culture par la voie de la poésie. Il est en France depuis quatre ans, mais retourne régulièrement en Algérie.

De l'Algérie, nous en avons longtemps parlé. De la guerre, bien sûr, mais aussi avant la guerre et depuis l'indépendance. Idir est Kabyle et sa culture est différente de la culture arabe. Elle est parente des Chaouia des Aurès, des Touareg; des Mozabites, des Chleuhs du Sous et des Rifains. Depuis plusieurs siècles, ces peuples subissent la domination de la culture arabo-islamique. De cette variété culturelle, il reste peu de choses. L'emprise de l'Islam a tout nivelé.

Pendant la guerre, les futurs dirigeants avaient annoncé qu'ils redonneraient vie aux différentes cultures. Les Kabyles et les autres attendent toujours. Un état, une langue, une religion: l'intérêt supérieur de l'état socialiste remet à plus tard ces promesses peut-être un peu hâtives. Et puis il y a la sacro-sainte économie, indispensable certes mais tellement utile pour repousser les choses «secondaires»!

Les dirigeants actuels sont parfois des Kabyles ou des Chaouia (eux aussi ont leurs Bonnet, Guermeur, Guichard...!) mais ils oublient bien souvent leur identité pour mieux servir l'État.

Idir ne cache pas qu'il est déçu par la révolution algérienne. Certes, il ne faut pas noircir le tableau outre mesure (cela ferait trop plaisir à nos ex-petits colons), mais en tant qu'Algérien progressiste, il souligne les manquements de la révolution. On l'a déjà dit: le refus des différentes cultures, mais aussi la naissance d'une nouvelle

bourgeoisie qui profite de la lourdeur administrative, les insuffisances de la production et de la distribution, les erreurs commises dans le domaine agricole par exemple, etc...

L'Algérie de demain? Qui peut savoir. Boumédienne est mort. Au passage, une remarque acide: pendant que les Fellahs se battaient, lui dirigeait... du Maroc. Chadli est un homme de transition. Derrière lui, se mettent en place des clans qui ne tarderont pas à s'affronter. Ben Bella est maintenant à moitié libre. Que lui auront apporté ces seize années de réclusion, que représentait-il aujourd'hui? Autant de questions que l'on peut se poser sur le devenir de l'Algérie.

Enfin, cette remarque désabusée à propos des travailleurs immigrés: «Ils commencent à accepter le racisme». Loin de chez eux, avec peu d'espoir d'y retourner car leur pays ne peut tous les nourrir; rejetés ici par une population aigrie par le chômage, quel avenir pour eux et leurs enfants?

Et le petit homme a gratté quelques accords de guitare et chanté une mélodie Kabyle. Est-il bien accepté par le public algérien? Oui, en général. Y a-t-il des bâtons dans les roues, de la part des autorités? Non pas vraiment; pas d'encouragement non plus.

Et puis, il est monté sur scène. Deux heures de spectacle. Les Algériens présents frappaient dans leurs mains et dansaient, les Bretons aussi! Ce soir-là, tout le monde était Berbère et il y avait dans nos souvenirs comme un bout de désert qu'on nous avait volé.

Jacques Debos.



le Peuple Breton

FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

● Le 10 mai

à St-Brieuc (22)

fest-deiz avec Epinette et Malrieu, aux promenades.

à Brusvily (22)

fest-nos avec Galorn, Malhambre, organisé par le club d'animation.

● Le 15 mai

à Jugon-les-Lacs (22)

fest-nos avec Avel Nevez, Malhambre, Nono, organisé par «La Petrelle», comité culturel breton de Jugon.

● Le 17 mai

à Plabennec (29)

fest-noz avec Diaouled-ar-Menez

au Faou (29)

fest-noz à l'École Publique avec Yann Cojean et sa fille, Leroux et Leroy, les chanteurs de Kerliver, organisé par l'Amicale Laïque du Faou.

● Le 23 mai

à St Jean de Boiseau (44)

fest-nos avec Sonerien Du en spectacle et ses sonneurs et chanteurs.

● Le 31 mai

à St-Brieuc (22)

fest-nos en plein-air, Place de la Grille

à Plœuc-sur-Lié (22)

fest-nos avec Galorn, Pinc et Kerbœuf, Luciaon... organisé par Diwan St-Brieuc.

Aidez les Editions BRETAGNES à survivre

Déjà paru :

KAMALAD de Youenn Coïc, roman, 28 F

35 HAIKU de Paul Keineg, poèmes en breton, 18 F

CHRONIQUES ET CROQUIS de Paul Keineg (fonds Oswald), 25 F

TERRA INCOGNITA de Kristian Keginer, poèmes, 39 F

PREHISTOIRE DU FUTUR de Pierre Gouletquer, essai, 39 F

AU PAYS DU SEL PROFOND d'Yves Elléouët, poèmes, 40 F

JOURNAL D'UN VOYAGE EN SOLITAIRE de Witty, 40 F

En souscription (réédition) : LE POÈME DU PAYS QUI A FAIM de Paul KEINEG (35F, parution septembre 1980)

Les prix indiqués sont franco de port - Conditions habituelles pour les libraires à DIFFUSION BREIZ

BRETAGNES, Impasse de la Fontaine au Lait 29210 MORLAIX

samedi

Théâtre Chinois

QUILAPAYUN

Pierre PERRET

Fernand L'ECLAIR - KERGRIST

Gilles SERVAT

Bleizi-Ruz - Sonneurs Vannetais

Kanerien Brasparts

Fest Nos Vraz

VIGNETTE

2 JOURS

15^f

**gouel
pobl
vreizh**

**14 & 15
JUIN**

Penfeld
BREST

**fête du
peuple
breton**

dimanche

François BERANGER

Ensemble de Bombardes Kevrenn de Rennes

Gérard DELAHAYE

Bagad Bleimor - teatr pen ar bed

AMALIA RODRIGUEZ

PENDANT 2 JOURS: nombreux stands
artisanat - jeux - restaurant - animation pour enfants

RALLYE

C'est aussi une cafétéria...



SERVICE DE 11 h 30 à 14 h
ET DE 18 h 30 à 21 h 30
Dimanche : de 11h 30 à 14h
Repas complet
à partir de 12,00 f

... un grill ...

CARTES ET MENUS
Buffet de hors-d'œuvres
plat du jour
plateau de fromages
ou dessert
24,40 f prix net

Plateau de fruits de mer
sur commande
tél. 02.06.82



... un bar-bowling...



Ouvert de 10h à 1h
Bar - Salon de thé
Pâtisseries - Glaces
Sandwiches
6 pistes de bowling

RALLYE

Centre commercial / route de Gouesnou / BREST

14-15 JUIN - PENFELD BREST - FÊTE DU PEUPLE BRETON
15 F POUR LES DEUX JOURS - VIGNETTE EN VENTE + 1,30F ENVOI A

PEUPLE BRETON
BP 304
29273 BREST CEDEX



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Le 15 mars, par hasard

J'ai rencontré votre journal par hasard, le 15 mars à la manifestation du Front Culturel. Je vous avoue avoir tout de suite été séduit. J'ai eu le sentiment de découvrir ce que je cherchais depuis toujours.

M. Quéau, Morlaix.

Alors, Alan?

On a vu Alan Stivell récemment à la télévision. Cette émission «L'inconnu de...» typique de ce que l'on peut qualifier de parisien et culturellement abêtissant (sans faire pour cela l'association parisien/abêtissant) m'apparaît comme un gros point d'interrogation. Toucher les mass-média, sensibiliser tous les peuples de l'Hexagone à la culture bretonne par ce biais de Paris a toujours été le souci d'Alan. Ouvrir la culture celtique à «tous les peuples de la planète Terre» reste son objectif. La Symphonie celtique exprime de façon magnifique son intention (...) Parallèlement à cette œuvre, Alan se mêle dans des compromis parisiens (au sens centralisateur du mot); je voudrais croire qu'il ne s'agit pas de cela,

mais quel est alors le sens d'une telle démarche? Je ne pense pas que c'est à travers ce genre d'émission que la sensibilisation et la prise de conscience puissent se faire (...)

Y. Le B., Nantes.

A un moment...

A un moment où aucun parti politique parisien n'est crédible, à un moment où la Bretagne est encore attaquée, humiliée, colonisée, bafouée dans sa culture et sa dignité, j'espère trouver dans le journal de l'UDB, l'espérance et le cri de colère de tous les bretons.

Pierre-Yves Huet.

Sus!

Soutien au PB, soutien à l'UDB pour que la Bretagne, cesse de devenir la poubelle du progrès. Trop, c'est trop. Sus au pouvoir central.

Jean-Claude Padioleau, Nantes.

Et l'uranium?

Je tiens à porter à votre connaissance, l'inquiétude des riverains des mines d'uranium de la presqu'île Guérandaise.

Actuellement, la mine exploitée par galeries à Piriac, commune de la presqu'île risque de devoir s'étendre sur une pointe rocheuse maritime. Une nouvelle mine devrait s'ouvrir, par galeries au lieu dit la Métairie Neuve, sur la commune de Guérande. Cette dernière après une exploitation à ciel ouvert pendant deux ans, a causé par les explosifs, le rejet de ses eaux polluées, les monticules de terre, un environnement insupportable pour les riverains. Son extension par galeries à cause des cheminées d'aération qu'elles obligent remet en cause une exploitation agricole, du fait de la proximité des bâtiments et habitations.

C'est actuellement tout un périmètre de plus de 300 ha qui est prospecté, et les derniers forages, lors de la prospection ont été jusqu'à tarir le puit d'un agriculteur.

C'est pourquoi, devant le silence de la COGEMA, société privée chargée de l'exploitation, nous demandons des garanties. Pour cela, je fais appel à votre journal pour faire connaître et apporter les informations et contacts qu'il pourrait communiquer.

Jean-Michel Couronné, St Nom,
44350 Guérande.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDE D'EMPLOI

Jeune homme, 26 ans, horticulteur plantes vertes et fleuries. Cherche place stable en Bretagne, expérience professionnelle et références BZH - F - NL - CH - IRL - GB. Écrire à Philippe BONNET, Clarke and Spears LTD, Burnt Common Nurseries, Send Woking, Surrey GU 23 6 HO, Angleterre.

Jeune fille 19 ans 1/2 ayant son B.A.F.A. cherche emploi à l'année dans le secteur de l'animation de préférence dans le Morbihan ou Finistère. S'adresser: Melle Ferré, 13, rue Cubain, 49000 Angers.

Étudiant en Médecine, 27 ans, en instance de thèse, départ service militaire octobre 1980, cherche remplacement Médecine Générale pour la période du 28.6 au 3.8.1980. Foucault Pascal, 120, rue Montmartre, 75002 Paris. Tél. 236.56.59.

Jeune homme de 23 ans recherche travail sur bateau de pêche pour avoir une expérience de la mer. Aucune formation, accepte ce qu'il trouve. Mlle Roselyne Binet, 19, rue de Châteaubriand, 44550 Montoir de Bretagne.

Autodétermination pour Plogoff!

Ce que j'aime beaucoup dans votre article sur le nucléaire, c'est le dernier mot de M. de Bennetot. «Je n'ai jamais cru à Ploumoguier, en raison de la proximité de Brest. Ce n'était pas souhaitable du point de vue de l'EDF qui ne prendrait pas le risque d'une implantation à côté d'une grande ville». Tiens, pourquoi? Puisqu'il n'y a pas de danger? ou alors, s'il y en a, ceux de Plogoff ont-ils moins de prix que les Brestoises?

Au demeurant, tous les arguments de M. Le Représentant du pouvoir sont contredits par ceux de Louis Puiseux, directeur de l'EDF qui a, lui, pris distance vis à vis du nucléaire. Quant à moi, je vois Plogoff, Lescoff, tout le Cap depuis Audierne, St Tugen, etc..., et mon poil se hérissé à l'idée que ce pays devienne aussi horrible dans les années à venir que la Basse-Seine. A une époque où l'on voit le Président faire les trottoirs du Koweït et d'ailleurs avec une habileté non contestable. Je réclame moi, le droit à l'autodétermination pour les habitants de Plogoff.

T. Burel, Paris.

Information - Pollution

En réponse à votre dossier nucléaire du PB 195, je tiens à exprimer quelques remarques qui ne seront ni politiques, ni philosophiques, ni je l'espère, démagogiques mais basement terre à terre. Tout d'abord, il n'est pas comme vous le prétendez «le débat qui n'a jamais eu lieu» ayant assisté dans les années 76 à de nombreux débats de ce genre. Cela n'enlève rien à la qualité de votre dossier qui reste l'image de votre recherche habituelle en profondeur et relativement exhaustive.

La surprise est venue pour moi de M. de Bennetot qui a montré une position claire, inhabituelle chez les représentants régionaux des partis pro-nucléaires, et se gâdant bien de discréditer une quelconque organisation anti-nucléaire. Je n'en dirais pas autant de M. Rouzé dont les déclarations sont carrément scandaleuses (...) Issu d'une école qui produit la nette majorité des ingénieurs travaillant en montage et production nucléaire, j'ai de la part des

copains employés dans les services de sécurité, un certain nombre de ces renseignements qui se disent de bouche à oreille dont les gens contaminés eux-mêmes (en général intérimaires) n'ont pas connaissance, et encore moins les journalistes de l'acabit de M. Rouzé (...).

Pour ne pas laisser le lecteur sur une série d'affirmations gratuites comme vous le faites, M. Rouzé, je cite en exemple la démonstration très chère à l'EDF, comme quoi le granit breton libérerait plus de «radioactivité» qu'une centrale nucléaire, et partant de là, constatant que le Breton ne meurt pas spécialement de cancer par «radioactivité», il n'y a aucune raison pour que la centrale soit dangereuse. Pour montrer l'énormité de cette fausse information organisée, il faudrait plusieurs pages de calculs et de mesures (...). Je me contenterai d'un exemple plus simple et analogue: posez une main sur un fil de bougie automobile (moteur en marche) et l'autre sur la caisse, vous sentez un chatouillement. Et pourtant, il y a aux bornes de la bougie, c'est-à-dire entre vos mains (tenez-vous bien) 18.000 volts (mais si, mais si). Conclusion style EDF: un circuit haute tension n'est pas dangereux, vous pouvez prendre deux fils à pleines mains. Je ne vous conseille pas d'essayer sur un circuit EDF, même sous 5000 ou 500 volts, car vous seriez foudroyé net (...).

Je tiens à rappeler qu'une pollution de ce genre par l'information est le propre de tout pouvoir étatique s'appuyant sur la docilité et le peu de connaissances des journalistes pour aliéner le peuple par une avalanche de conneries bien orchestrées. C'est pourquoi, il me semble dangereux d'organiser un débat ou — pire encore — un référendum sur le nucléaire: cela se jouerait en force de frappe des mass-média. Les seules personnes informées du problème sont si peu nombreuses que leur faire confiance comporte le risque d'un fascisme technocratique. On est bien obligé de laisser en balance l'avis instinctif de la masse des autres gens non informés.

Il est bon de rappeler le caractère régional de ce problème. Cordemais, Cheviré et Brennilis fournissent plus d'électricité à la Bretagne qu'elle n'en consomme. D'autre part, la consommation domestique est faible à côté de la consommation industrielle. Alors, une centrale à Plogoff, ça permettrait de construire des usines chez nous? Encore une information-pollution. Chacun sait que

toutes les centrales sont reliées à Paris et que le courant nous revient de Paris. Pas moyen de faire autrement. Plogoff alimentera d'autres régions déficitaires, comme Paris, les complexes sidérurgiques etc... Jusqu'ici, ceux qui voulaient les avantages de la ville (salaires, confort, loisirs...) étaient tributaires de leur pollution (environnement, circulation, information). Mais maintenant, ils veulent conserver les avantages et rejeter la merde chez ceux qui n'en veulent pas. On suscitera encore le patriotisme breton, en première ligne d'irradiation, pour le bonheur du peuple parisien.

Cela ne se discute pas. Cela se sent, se vit. On doit faire les choses démocratiquement? Soit, votons pour ou contre le nucléaire, mais pas nationalement. Qu'on vote par village, par commune, par canton, pas plus. Ceux qui veulent une centrale, qu'on la leur foute, mais chez eux. Qu'on foute la paix à ceux qui n'en veulent pas. Au fait, des refroidisseurs de centrales nucléaires sur les Champs-Élysées ou sur le remblai de La Baule, cela ne choquerait personne. En plus y'a pas de fumée...

Alain Lepage, 44 - Bouée.

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces *gratuites*. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• Gouel ar Brezhoneg, à Plabennec, du 14 au 18 mai:

Le 14, veillée avec Kemener, Triskell, Naig Rosmor, Noël Cabon...

Le 15, fête de l'école Diwan de Tariec

Le 16, films et théâtre

Le 17, Gwendal, Patrick Ewen, Intercommunal Jazz et théâtre

Le 18, Kermesse, Exposition, Lutte, Musique, Théâtre.

• Mai Breton à Saint-Brieuc, du 2 au 31 mai:

Les 2, 16, 17, 23, 24: Théâtre: Peau de femme

Le 3, Théâtre en gallo

Le 6, Cinéma: Cochon qui s'en dedit

Les 5, 6, 7, 8, 21, Gérard Delahaye

Le 7, Black Bush

Le 8, Causerie par Brekilien

Le 9, Théâtre chorégraphique de Rennes

Le 10, Danses de Haute Bretagne

Le 15, Marche de soutien à Diwan
Le 17, Cinéma: La folle de Toujane
Le 22, Rencontre avec P.Y. Moign
Le 23, Orgue et bombarde
Le 24, Veillée galloise
Le 27, débat sur l'Avenir de la Baie de St-Brieuc
Le 30, Théâtre en gallo avec «Les S'Mous d'ortie».

• Musique:

A Bannalec (29) le 14 mai, à la salle municipale, Intercommunal Free Dance Musik Orchestra.

A la Kerouézée, Jugon les Lacs (22), Claude Besson le 9 mai, Bill Deraine le 16 mai, Rum le 23 mai, Lacombe et Asselin le 30 mai, Galorn le 6 juin.

A Brusvily (22) le 10 mai, Glenmor.

• Journée Diwan:

Le 15 mai, fête à Rennes, Nantes, Lorient, Pont l'Abbé, St-Brieuc, Lannion, Brest, Plouvien, Le Releg, Huelgoat

• Vacances:

Paddy Gallaher, membre de SFWP de Waterford cherche location en Bretagne bon marché pour 2 adultes et 3 enfants la première quinzaine d'août. S'adresser à C. Peller, 2, rue de l'Orne, 44800 St-Herblain. Tél. 40 (46.39.90).

• Théâtre en breton:

Strollad ar Vro Bagan, avec «Nomenoe Oe», à Irvillac le 16 mai, et à Plabennec le 17 mai.

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**PUBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX...

Le printemps breton n'est pas un renouveau, mais une hécatombe : celle des entreprises et de l'emploi.

Prendre des exemples n'offre d'embarras que celui du choix : le secteur de la conserverie est, et sera considérablement touché, puisque sur les 7 000 emplois environ qu'il concerne actuellement, près de la moitié doit disparaître dans les années à venir. Même l'automobile, qu'on avait peu citée jusqu'ici dans les secteurs en difficulté donne des signes inquiétants, et en commençant aussi par la Bretagne : depuis six mois, ce sont mille emplois qui ont disparu à Citroën-Rennes. Dans la confection, ce sont des entreprises qu'on croyait à l'abri de mauvaises surprises qui se retrouvent en liquidation. Après Le Minor, à Pont-L'Abbé, c'est au tour de UGECO, à Guérande, de fermer boutique. Pourtant UGECO n'est pas une quelconque marque pirate à la raison sociale fluctuante comme il s'en est installé chez nous dans les années soixante. Biderman a une autre envergure que le patron de Transocéan, lui qui vient d'ouvrir une usine ... à Hanoï en même temps qu'il ferme celle de Guérande ! Et la production d'UGECO n'était guère soumise aux fluctuations de la mode, puisque l'usine fabriquait des treillis pour l'armée. C'est donc à un véritable désengagement de l'emploi régional que l'on assiste.

A Quimper, c'est dans l'imprimerie qu'à nouveau ça va mal : le patron (parisien...) qui avait repris l'ancienne Imprimerie Cornouaillaise a fermé (97 licenciements...) en laissant un trou supérieur au milliard, sinon à deux milliards d'anciens francs ! Voilà donc un patronat prêt à jouer sur des sommes considérables quand il ne s'agit de satisfaire les revendications de son personnel. A Brest, à la Thomson, qui a pourtant réalisé des bénéfices considérables en 1979, le conflit dure depuis maintenant sept mois sur des problèmes de durée de temps de travail. A Saint-Brieuc, au Joint-Français, le conflit actuel n'est pas sans rappeler celui qui fut le symbole de la combativité bretonne en 1972. Le patronat, en tout cas, n'a rien perdu de sa brutalité, puisqu'il n'hésite pas à traîner les grévistes devant les tribunaux et à licencier, non seulement les délégués, mais en plus leurs épouses !

Si encore les Bretons n'avaient à lutter « que » contre le démantèlement de leur économie et de leur industrie !

Mais, à côté, il leur faut se battre contre ce qu'on leur impose et qui stérilise leur pays : le nucléaire au Pellerin et à Plogoff, la marée noire sur la côte nord, et, partout, le tourisme présenté comme la priorité sinon la seule porte restant ouverte.

Il nous faut, à nous Bretons, nous battre contre ces trois « vocations » dont le caractère colonial nous paraît évident.

Le nucléaire, c'est la Bretagne considérée comme un réservoir d'énergie, après avoir servi pendant des années de réservoir de main-d'œuvre. C'est bien la même logique du profit qui cherche à l'imposer. C'est la logique du profit maximum à court terme qui joue le nucléaire en dépit des incertitudes écologiques, et en dépit de la certitude que le nucléaire est une industrie du passé, qui n'a plus que quelques années (celles de l'uranium bon marché) pour être rentable et dont il faut profiter le plus possible. C'est bien cette même logique qui continue à exiler la jeunesse de Bretagne, au prix d'un non-sens économique si souvent dénoncé.

C'est toujours cette logique du profit qui transforme la côte de granit rose en « côte de caca-boudin », qui transforme le littoral breton en une poubelle dont on brique les points les plus exposés avant l'été...

C'est elle également qui nous assigne le dernier rôle qui puisse nous convenir dans cette Europe des Marchands qu'il est de bon ton de célébrer : le tourisme...

Bretagne-Janus, Bretagne-poubelle ou Bretagne-chromo, derrière la double façade il y a un peuple. Un peuple colonisé et un peuple qui se bat. Un peuple dont la classe ouvrière est comme partout exploitée, mais dont l'exploitation se double de la dimension supplémentaire de l'oppression coloniale. Un peuple dont les multiples couches, des agriculteurs aux artisans en passant par les enseignants ont en commun des intérêts, économiques, culturels, de société... Dans ce peuple peut prendre corps un « bloc progressiste », un ensemble de forces se donnant pour but la libération sociale des classes exploitées et des couches dominées, dans une perspective autonomiste.

C'est dans cette optique qu'a travaillé, à Saint-Nazaire, le congrès de l'U.D.B. C'est en considérant l'émergence nécessaire de ce bloc progressiste, non seulement en Bretagne, mais aussi dans chacun des peuples de l'Etat Français que l'U.D.B. a décidé d'être présente aux procédures présidentielles. Déjà des contacts sont pris, l'idée avance en dépit des obstacles juridiques et financiers pour que la voix des peuples opprimés ne soit pas, une fois encore, étouffée.

UDB